



Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix

INSÉCURITÉ, EFFONDREMENT DE LA CONFIANCE SOCIALE ET GOUVERNANCE DES ACTEURS ARMÉS DANS LE CENTRE ET LE NORD DU MALI

Adam Sandor

Un rapport du projet Stabiliser le Mali
AOÛT 2017

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques
Université du Québec à Montréal
455, boul. René-Lévesque Est, Pavillon Hubert-Aquin
4e étage, bureau A-4410
Montréal (Québec) H2L 4Y2
chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca

© Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques | UQAM
Tous droits de reproduction, de traduction ou d'adaptation réservés

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISBN : 978-2-922844-76-4
Août 2017

Traduit de l'anglais. Version originale ISBN 978-2-922844-74-0, *Insecurity, the Breakdown of Social Trust, and Armed Actor Governance in Central and Northern Mali*.

Table des matières

Liste des abréviations	iv
Avant-propos	v
Remerciements	vi
Introduction	8
Méthodologie	8
Insécurité généralisée au nord de Ségou	9
<i>La consolidation de la ‘No-Man’s Land’</i>	9
<i>Violence inter- et intracommunautaire</i>	11
Groupes islamistes armés et la gouvernance de la violence	14
<i>Adaptations des groupes islamistes armés après l’intervention de 2013</i>	14
<i>Nouvelles plateformes organisationnelles, tactiques et modalités de gouvernance</i>	15
<i>Protection contre la violence et enjeux rattachés à la violence contre la gouvernance</i>	17
<i>Violence contre les mouvements armés</i>	19
Tribalisation des groupes armés : Fluidité de l’alliance et violence intracommunautaire	21
<i>Cooptation, clientélisme et fragmentation des mouvements armés</i>	22
<i>El Haji Ag Gamou et le Gatia</i>	23
<i>Alliance Gatia-MSA : Affaiblissement de la CMA</i>	24
<i>Tribalisation et violence intercommunautaire</i>	27
Conclusion	27
Bibliographie	30
À propos de l’auteur	34
À propos du Centre FrancoPaix	35

Liste des abréviations

ANSIPRJ	Alliance Nationale pour la Sauvegarde de l'Identité Peule et la Restauration de la Justice
AQIM	Al-Qaeda in the Islamic Maghreb
CJA	Congrès pour la Justice dans l'Azawad
CMA	Coordination des Mouvements de l'Azawad
CMFPR-1	Coordination des Mouvements et Front Patriotique de Résistance
CMFPR-2	Coordination des Mouvements et Front Patriotique de Résistance
CPA	Coalition du Peuple pour l'Azawad
FLM	Front de Libération du Macina
GATIA	Groupe Autodéfense Touareg Imghad et Alliés
GSPC	Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat
HCUA	Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad
JNIM	Jama'at Nusrat al-Islam wal Muslimeen
MAA	Mouvement Arab de l'Azawad
MINUSMA	United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali
MNJ	Mouvement Nigérien pour la Justice
MNLA	Mouvement National de Libération de l'Azawad
MOC	Mécanisme Opérationnel de Coordination
MSA	Mouvement du Salut de l'Azawad
MUJAO	Mouvement pour l'Unité et le Djihad en Afrique de l'Ouest
Plateforme	Plateforme des Mouvements du 14 Juin 2014 d'Alger

Avant-propos

Le présent rapport est une analyse de la situation politique et relative à la sécurité au Mali, après l'éclatement de la crise en 2012. Dans ce rapport minutieux, Dr Sandor analyse les dynamiques de l'insécurité et les efforts de gouvernance correspondants déployés par les groupes armés non étatiques agissant dans le centre et dans le nord du Mali depuis la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali en 2015.

Dans les prochains mois, le Centre FrancoPaix publiera des rapports et des analyses complémentaires qui couvriront différents aspects et différentes dimensions de la situation au Mali. Un rapport final sera publié au printemps 2018. Les pages suivantes font donc partie intégrante d'un effort de recherche collectif.

En effet, en septembre 2016, le Centre FrancoPaix a mis en œuvre un projet de recherche d'envergure sur le conflit malien et ses engagements internationaux. Intitulé « Stabiliser le Mali : les défis de la résolution des conflits », le projet vise à produire une analyse scientifique rigoureuse des dynamiques du conflit malien. Misan sur des analyses multidisciplinaires et multidimensionnelles de la situation et des possibilités d'action, au moyen d'une panoplie de méthodes qualitatives et quantitatives et en s'adjoignant l'aide d'une équipe de huit chercheurs experts, l'initiative vise à établir les liens et les relations entre les variables multiples, notamment les corrélations entre les dynamiques du conflit et celles de l'intervention internationale. En l'occurrence, le projet Mali contribuera à développer une compréhension détaillée et enrichie du conflit et des ouvertures pour établir la paix.

Nul ne peut douter de la complexité de la situation au Mali. Les difficultés inhérentes au processus de paix sont évidentes. Les limites de la médiation et des interventions internationales sont considérables, et certains diront, contre-productives. Nous ne prétendons pas connaître ou avoir découvert la solution au conflit malien, mais nous sommes convaincus que notre approche et notre équipe sauront cerner et analyser les liens cruciaux entre les diverses dimensions du conflit, ce qui permettra incidemment de jeter un nouvel éclairage sur celui-ci.

Bonne lecture.

Bruno Charbonneau

Professeur agrégé de science politique

Université Laurentienne

Directeur du Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Université du Québec à Montréal

Remerciements

Nous désirons remercier les personnes de Bamako, de Niamey et de Ouagadougou qui ont bien voulu partager leurs points de vue avec nous sur la crise malienne et sa résolution. Nous remercions tout particulièrement Bruno Charbonneau, Jonathan Sears et Philippe Frowd pour leurs précieux commentaires et pour la rétroaction critique valable qu'ils ont bien voulu partager sur les idées présentées ici. Nous remercions également le personnel administratif de la Chaire Raoul Dandurand, pour son soutien logistique aux activités de recherche. Enfin, nous remercions Chrysalis Sandor pour son soutien moral et émotionnel constant à la famille Sandor.



INSÉCURITÉ, EFFONDREMENT DE LA CONFIANCE SOCIALE ET GOUVERNANCE DES ACTEURS ARMÉS DANS LE CENTRE ET LE NORD DU MALI

Le présent rapport analyse les dynamiques de l'insécurité et les efforts de gouvernance correspondants déployés par les groupes armés non étatiques agissant dans le centre et dans le nord du Mali depuis la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali (ci-après l'« Accord ») le 15 mai et le 20 juin 2015. Le conflit malien a grandement évolué depuis l'intervention militaire des Français en janvier 2013 et l'autorisation de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) du Conseil de sécurité des Nations Unies en avril de la même année. Le rapport analyse trois trajectoires interreliées qui définissent actuellement le conflit. Premièrement, les zones de conflit au Mali sont caractérisées par une absence de contrôle sur de vastes étendues de territoires, l'émergence de la violence armée, le brigandage quotidien et un environnement généralisé d'insécurité, autant de facteurs qui ont érodé la confiance sociale chez les communautés maliennes. Deuxièmement, dans la foulée de l'intervention française, le Mali devient le théâtre d'une dispersion partielle, d'une éphéméralisation et d'une reconstitution des groupes armés islamistes agissant dans les zones frontalières du centre et du nord du Mali (surtout l'intensification de la violence armée dans les régions du centre du pays - Mopti, et certaines régions de Ségou) qui ont les coudées franches dans un vide de gouvernance étatique où l'État central malien, en théorie, devrait être rétabli. Troisièmement, en réponse à ces dynamiques et dans le contexte de la concurrence qu'ils se livrent sur les enjeux du processus de paix, plusieurs groupes armés signataires de l'Accord se fragmentent et se constituent sur des bases tribales d'affiliation pour former de nouvelles positions et alliances tactiques. Ces dynamiques viennent exacerber la complexité du conflit et augmentent la probabilité de sa régionalisation.

Le présent rapport complète deux autres rapports provisoires préparés par les membres du Centre FrancoPaix sur les dynamiques nationales et internationales du contexte politique et relatif à la sécurité actuelle du Mali (Charbonneau 2017; Sears 2017). Les références aux dynamiques État-société au Mali, et aux répercussions de l'intensification de la violence armée dans le pays, sous ses différentes formes, renvoient au contenu de ces rapports. L'objectif principal ici est de discuter et d'examiner les nouvelles tendances du conflit quant à la détérioration de la situation et leurs conséquences. À la lumière de cette analyse, les rapports subséquents proposeront des pistes de solution, en termes de décisions à prendre et à mettre en œuvre et en termes de questions de recherche à explorer.

Méthodologie

La recherche sur les conflits armés est une entreprise complexe. Le présent rapport reconnaît ses limites (par exemple, la recherche a uniquement été effectuée dans les capitales de la région et non dans les zones frontalières en raison de problèmes de sécurité). N'empêche, le rapport compose avec « la confusion et le désordre [messiness] inhérents à la recherche sur les conflits armés », sachant que les données à propos de la crise malienne sont intrinsèquement incomplètes, biaisées et politiques, car elles sont présentées de manière à susciter l'appui du chercheur (Perera 2017). Pour bien cerner ces dynamiques, les données probantes utilisées aux fins de l'établissement du présent rapport sont

le fruit d'une approche ethnographique sur le terrain, à sites multiples, où des entrevues semi-dirigées ont été menées en juillet et août 2016 à Niger, et en janvier-février 2017 au Mali, et en mai 2017 au Burkina Faso. Parallèlement à ces entrevues (99 au total), l'analyse est enrichie par des discussions informelles (trop nombreuses pour les compter) sur le terrain et par téléphone après les visites sur place. Ces données scientifiques sont soumises à une validation additionnelle au moyen de sources d'information documentaires (presse, récits dans les médias sociaux et rapports secondaires)

Insécurité généralisée au nord de Ségou

À travers l'histoire, l'administration centrale malienne n'a jamais été entièrement capable de déployer ses mécanismes de gouvernance au-delà de la région de Ségou ni n'a semblé, pourrait-on dire, disposée à le faire (une partie de la région elle-même est plongée dans les affres des attaques armées fréquentes; voir SIPRI 2017).¹ Il en est de même de sa capacité de déployer ses capacités de coercition et d'assurer la sécurité. Dans ce contexte, les populations locales ont dû assurer leur propre sécurité et générer leurs propres débouchés, et ont compté sur différents parasouverains pour assurer leur protection et pour protéger leurs modes de vie diversifiés sédentaires ou semi-nomades, et leur mobilité². L'absence d'institutions étatiques maliennes demeure à ce jour, laissant la gouvernance de la sécurité au nord de Ségou à une coterie d'entrepreneurs violents concurrents, à des groupes armés reconnus et à des mouvements islamistes armés. Le contrôle de ces groupes divers sur le territoire dans le nord du Mali est précaire, Il est à l'origine du risque d'observer une violence perpétuelle dans de nombreuses zones, accompagné d'une dégradation de la confiance sociale qui, à travers l'histoire, s'était maintenue entre les communautés de cette région du pays. Les communautés maliennes deviennent de plus en plus méfiantes les unes par rapport aux autres et hésitent à parler avec les autorités nationales ou internationales.

La consolidation de la 'No-Man's Land'

Aucun groupe n'a encore réussi à dominer et à imposer un contrôle stable sur des territoires importants dans le Nord de sorte que d'importants segments de la population locale ne demandent qu'à ce qu'on assure l'ordre, même s'il faut s'en remettre à des groupes islamistes armés comme AQMI, qui contrôlait la région avant l'intervention militaire Serval en 2013. Les populations locales reconnaissent les risques rattachés à la lutte contre le brigandage armé, soutenant que « si vous les combattez, 100 d'entre eux reviendront et brûleront tout sur leur passage. Ils volent l'argent, les véhicules, les boutiques, l'équipement. Ainsi, certains affirment s'ennuyer des jours où... la région tout entière... [était]... aux mains des islamistes, parce qu'ils maintenaient l'ordre et empêchaient le vol. Pour certains, les voleurs sont pires que les terroristes » (Moutot 2015). L'incapacité de contrôler

¹ Pour ne pas dire que l'administration centrale malienne était tout simplement inexistante. Certaines municipalités ont entretenu des liens avec les assises de l'État malien. Toutefois, il ne fait aucun doute que les ressources ont été concentrées à Bamako et à proximité, certains intervenants du ministère de la décentralisation affirmant que depuis 2002 seulement 10 % des dépenses gouvernementales, au plus, ont été engagées à l'extérieur de la grande région de Bamako (entrevue, responsable du ministère de la décentralisation, Bamako, 3 mai 2017). Certains prétendent qu'en 2009, seulement 0,48 % des recettes gouvernementales ont été distribuées dans les régions (voir ICG 2015: 7 n. 42).

² Sur le concept de « parasouverain », voir Hüskén et Klute 2010.

le territoire de façon durable de manière à protéger les communautés locales est même reconnue par les signataires officiels de l'Accord. Comme le disait un commandant de bataillon du *Mouvement national de libération de l'Azawad* (MNLA), « aucun groupe sur le terrain, peu importe les prétentions, ne peut contrôler ne serait-ce que 100 mètres à l'extérieur de son petit campement » (entrevue, commandant de bataillon du MNLA, Ouagadougou, 17 mai 2017). Bien que le contrôle territorial soit effectivement consolidé dans certaines zones clés du nord du Mali, cette déclaration trahit le manque de certitude qui caractérise même les acteurs armés qui tentent de consolider l'action de gouvernance sur certaines régions du Nord. Certains vivant dans des zones urbaines plus petites ou isolées vivent effectivement sous le contrôle de groupes armés. Par exemple, bien qu'elle se soit heurtée à l'opposition militaire du groupe armé Gatia, qui a tenté d'assiéger la ville de Kidal depuis que ses forces en eurent été chassées en juillet 2016, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) a réussi à maintenir un minimum de contrôle et de stabilité, ce qui a permis certaines visites des représentants du gouvernement malien comme Malick Alhousseini, ministre de l'Énergie et de l'Eau, en décembre 2016, et la tenue d'examens scolaires en mai 2017.

Quoi qu'il en soit, le climat dominant est celui d'une insécurité généralisée. Certains axes particuliers, par exemple, le territoire liant Tombouctou, Goundam et Diré, sont devenus éminemment non sécuritaires, caractérisés par un brigandage persistant, des combines de protection de petits groupes armés mesquins plus ou moins affiliés à des mouvements armés reconnus, et la présence de groupes islamistes armés (entrevue, Arab Berabiche Notable de Goundam, Bamako, 8 février 2017)³. Les habitants des localités prétendent que la majorité des actes de brigandage sont perpétrés par de jeunes hommes de la région qui appartiennent au groupe ethnique Songhaï et qui ont migré vers de plus grandes villes dans les mois qui ont suivi la signature de l'Accord pour joindre officiellement un groupe armé signataire comme la *Coordination des Mouvements et Front Patriotique de Résistance* (CMFPR-1), en contrepartie du paiement de 75 à 150 euros, et en espérant intégrer les forces armées une fois que le processus de désarmement, démobilisation et réintégration aura été amorcé (Ahmed 2016)⁴.

Il est aussi plausible que de jeunes hommes peuls, arabes et touaregs forment des bandes armées. À la mi-juin 2015, les responsables locaux et les résidents des villes au nord de Goundam ont clairement indiqué que le brigandage dans cette zone ne suivait aucune ligne ethnique particulière et gagnait des proportions telles qu'il faisait fuir la plupart des habitants de la région vers Goundam ou plus au sud encore jusqu'à Bamako (entrevue, représentant du HCUA de Léré, Bamako, 25 janvier 2017). Dans ces zones, certaines communautés peuvent mobiliser une force de protection suffisamment puissante pour réussir à repousser ces attaques. Par exemple, la CMFPR-1, dirigée par le charismatique Harouna Touré, exerce peu de contrôle sur les fantassins qui se présentent localement comme des combattants de bonne foi alors qu'en réalité, ils sont séparés de plusieurs degrés des structures militaires et politiques officielles du mouvement.

³ Bien que les Maliens vivant dans des centres urbains comme Bamako et Sévaré estiment que la sécurité est défaillante, il n'y a aucune commune mesure par rapport à l'insécurité généralisée qui se fait sentir le long de ces axes et dans les villes **du nord** et les milieux ruraux (voir Bleck, Demele et Guindo 2016: 11-15).

⁴ Pour en apprendre davantage sur le rôle des milices de Ganda Koy et Ganda Iso, voir Boisvert (2015). Boisvert affirme avec raison que ces milices sont « progouvernementales », sans pour autant servir de mandataires pour les forces armées maliennes. Quoi qu'il en soit, il existe des liens entre les groupes armés et les institutions étatiques. La rumeur veut que les groupes armés aient obtenu un certain soutien logistique de celles-ci.

Des conditions comparables d'insécurité endémique sont également présentes dans la région centrale de Mopti, surtout dans les zones rurales qui chevauchent les axes routiers Djenne-Mopti-Hombori et les zones frontalières Mali-Burkina Faso (entrevue, responsable du MINUSMA, Bamako, 10 février 2017; entrevue, agent supérieur du renseignement, Ouagadougou, 22 mai 2017; voir Dubois et Sangaré 2017)⁵. Dans cette région, la présence de l'administration officielle malienne est quasi inexistante. Cette présence qui avait été réintroduite depuis août 2013 s'est depuis repliée vers le sud en raison d'une insécurité persistante. Les responsables et les bureaucrates de l'État ont été menacés, ciblés ou assassinés par des bandits et des groupes islamistes armés agissant dans cette région.

Violence inter- et intracommunautaire

Ce « vide » institutionnel est en fait un champ compétitif qui crée les conditions propices pour des règlements de comptes violents en lien avec les conflits locaux de longue date entre les communautés. Il s'agit notamment d'actes de violence armée entre des éleveurs touaregs et peuls, ou plus fréquemment entre les Peuls eux-mêmes⁶. À bien des égards, les communautés peules sont celles qui ont été les plus touchées par la rébellion (voir Guichaoua 2016; ICG 2016). Bon nombre de Peuls du Mali et du Niger estiment qu'ils ont été devancés par les communautés touarègues et arabes et désavantagés par les concessions faites par l'État suivant les nombreux soulèvements. Les rébellions dans le nord du Mali se sont fait au détriment des ressources de la communauté peule (surtout le bétail) des régions avoisinantes, un problème sur lequel le gouvernement ne s'est pas penché de façon officielle, car il a concentré ses efforts à mettre fin aux rébellions.

Frustrés leur communauté ait été ostracisée et par le manque de préoccupation des élites de Bamako, de nombreux jeunes peuls ont été recrutés par différents groupes armés depuis 2012. Ceux-ci comprennent ce que l'on pourrait à peu près qualifier de groupes « identitaires/communautaires » comme l'*Alliance Nationale pour la Sauvegarde de l'Identité Peule et la Restauration de la Justice (ANSIPRJ)*⁷ et Ganda Iso, ou des groupes islamistes armés comme l'ancien *Front de Libération du Macina/Ansar Dine* Macina, aujourd'hui appelé le groupe Jama'at Nusrat al-Islam wal Muslimen (JNIM) (Groupe pour le soutien de l'islam et des Musulmans). Il est tout aussi fréquent d'observer la formation de milices d'autodéfense informelle sans désignation particulière.

Le premier effort massif de recrutement de jeunes Peuls dans des groupes islamistes armés s'est amorcé en 2012, où les militants du *Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO)* ont activement courtisé les communautés délaissées du sud du delta du Niger et dans les zones frontalières d'Arabanda, afin de les inciter à participer davantage aux efforts de prise de contrôle du nord du Mali. Les Peuls qui ont joint le MUJAO ont reçu des armes, de l'instruction au combat et de l'argent, autant d'éléments qui rehaussent le statut social et la reconnaissance d'une personne dans les communautés nomades. L'une des raisons pour lesquelles les Peuls se sont joints au MUJAO est leur frustration à l'égard des communautés touarègues de l'Hayré et des régions adjacentes du

⁵ Les communautés pastoralistes peules désignent ces zones comme « Macina » (situées entre Mopti et Ségou), et Hayré (le cercle de Douentza).

⁶ Les Peuls sont distribués sur la grande majorité du territoire malien (surtout concentrés dans la région de Mopti) et dans le Sahel, d'une façon plus générale. Les rivalités intestines des Peuls pour la transformation des structures de pouvoir et d'autorité traditionnelles ajoutent une autre couche de complexité à cette insécurité généralisée. Les analyses futures examineront cette dynamique plus en profondeur.

⁷ L'ANSIPRJ n'a duré que six mois et a été démantelé officiellement en novembre 2016.

Gourma qu'ils accusent de vol de bétail ou de soutien direct ou de complicité en toute connaissance de cause du MNLA pendant la rébellion (Bagayoko et coll. 2017)⁸. Les rivalités et les tensions historiques entre les éleveurs peuls et tamasheqs (plus particulièrement la tribu des Daoussahak), qui remontent aux sécheresses des années 1970 dans les régions frontalières Mali-Niger, se sont aussi sublimés et ont formé des clivages encore plus importants entre les mouvements djihadistes et d'indépendance des Touaregs dans les zones frontalières de Ménaka. De nombreux Peuls de cette région ont intégré le MUJAO en quête de réparation pour un brigandage transfrontalier touareg de longue date et de vol de bétail, afin de se protéger des « exactions » et pour faire avancer leur position sociale (entrevue, chef peul nigérien, Niamey, 26 juillet 2016; voir Guichaoua 2016).

Le conflit interethnique s'est aussi intensifié entre les communautés Bambaras et Dogons qui pratiquent l'agriculture et les éleveurs peuls en lien aux droits fonciers et à une implication présumée dans les activités djihadistes. La compétition autour de l'utilisation des terres dans la région de Mopti est importante, mais elle n'est pas gérée par des institutions gouvernementales qui permettraient d'intégrer les droits d'une multitude de communautés qui désirent accéder à des parcelles agricoles ou à des espaces de pâturage. Les communautés agricoles accusent les pastoralistes de ne pas utiliser les sentiers désignés pour leurs troupeaux, qui piétinent les cultures, alors que les pastoralistes accusent les communautés agricoles d'empiéter sur les zones de pâturage. Bien que les tensions entre les agriculteurs et les éleveurs dans cette zone soient récurrentes, les conflits violents entre les communautés n'ont été que sporadiques et ont historiquement été réglés par des moyens pacifiques. Cependant, depuis 2014, ils se sont intensifiés et ont donné lieu à des épisodes réguliers de violence dans une grande partie de la région de Mopti (voir RFI 2016; HRW 2017)⁹. International Crisis Group (2016: 3-4) signale qu'un épisode de violence qui a eu lieu en mai 2012 dans le cercle de Koro, où un litige foncier s'est soldé par la mort de 16 éleveurs peuls tués par des agriculteurs dogons, est à l'origine de la décision de plusieurs groupes peuls de créer de petites unités d'autodéfense armées. Certains habitants de la localité pensent que certaines d'elles auraient ensuite intégré des groupes islamistes armés qui ont pris le contrôle de Gao la même année. Sur cette toile de fond où l'autorité institutionnelle officielle est faible, voire inexistante, sur de vastes étendues de territoire malien, que ce soit sous la forme d'organismes étatiques, de mouvements armés signataires de l'Accord ou de mouvements djihadistes, les microdynamiques de la compétition violente s'intensifient à mesure que les groupes locaux tentent de créer leurs propres systèmes de gouvernance en réponse à cette insécurité généralisée, ou lorsqu'ils répondent à la violence par la violence.

La tendance à joindre des milices locales ou des unités d'autodéfense impromptues afin de protéger sa terre, son bétail ou le peu de circulation socio-économique qui subsiste dans ce contexte de violence armée perpétuelle est maintenant une pratique courante au nord de Ségou (voir SIPRI 2017: 30, 37)¹⁰. Cette tendance a pour effet de rehausser les tensions entre les communautés qui cherchent

⁸ Le brigandage et l'opportunisme sont aussi monnaie courante dans les zones frontalières qui chevauchent la frontière Mali-Burkina Faso; ils ont été facilités par la disponibilité accrue des armes automatiques depuis le début des années 2000.

⁹ Il est difficile d'indiquer le nombre de personnes tuées dans ces épisodes de violence locaux en raison de l'absence de l'État et de l'exagération des chiffres par les participants au conflit, entre autres. En mai 2016 seulement, la région de Mopti avait dénombré officiellement 30 décès survenus dans des épisodes de violence interethniques.

¹⁰ Boisvert (2015: 281-82, 296 n.78) démontre que des efforts de recrutement massifs des milices de Ganda Koy et de Ganda en 2012-2013 ont misé sur les réseaux locaux dans les localités où ces milices sont actives, et

à se venger de la violence par la violence dans une escalade qui semble se sédimenter de façon récurrente après chaque rébellion dans le nord. La différence entre la violence interethnique au milieu des années 1990 dans les régions de Gao et de Kidal et la violence armée actuelle est son étendue géographique et son intensité : le centre du Mali est aujourd'hui caractérisé par des niveaux de violence beaucoup plus élevés que ce qui avait été observé lors des épisodes de violence interethniques Songhaï-Touareg de 1994-1996 et de 2008-2010 (voir Klute 2011: 170-73). Par exemple, en réponse à une attaque fatale sur un commerçant bambara du village de Ké-Macina en février 2017, des groupes d'autodéfense bambaras, que l'on appelle localement les Dozos, se sont vengés sur des communautés peules locales, tuant plus de 20 personnes, dont de nombreux enfants (HRW 2017)¹¹. À la mi-juin, encore une fois dans le cercle de Koro (frontière entre le Mali et le Burkina Faso), après le meurtre d'un notable dogon par de présumés djihadistes armés agissant dans la zone, des groupes d'autodéfense dogons ont attaqué un village peul, présumément sur le territoire burkinabè, ce qui a déclenché une riposte qui a fait au moins 30 morts et provoqué la fuite de plus de 1 000 habitants cherchant refuge dans les villages voisins au Burkina Faso (Sangaré et Dicko 2017; Le Monde 2017).

Cette dynamique de méfiance intercommunautaire et interethnique s'est intensifiée dans la période qui a succédé à l'Accord, alors que le processus de paix traîne et alors que l'État central malien renonce à assurer sa présence et des services aux populations locales au nord de Ségou. Dans ces circonstances, les rivalités interethniques alimentées par la méfiance et les accusations de complicité et de violence incitent les communautés à trouver des sources de protection auprès d'acteurs concurrents pour la gouvernance. Comme les forces armées maliennes, principalement des Bambaras, ont appuyé les allégations de la collectivité bambara locale voulant que les Peuls aient été complices de groupes islamistes armés ou d'actes de brigandage violents, les soldats maliens ont détenu, attaqué et tué de nombreux Peuls, ce qui a d'autant érodé la confiance envers l'État central et la cohésion sociale intercommunautaire (voir Thiénot 2017)¹². Pris entre des forces armées qu'ils savent ne pas souscrire aux idéaux républicains dont elles sont investies ou pire, qu'ils perçoivent comme menace à leur collectivité et les groupes islamistes armés qui constituent une source de protection éventuelle, de nombreux villages peuls s'en remettent à ces derniers pour obtenir une certaine sécurité.

habituellement par le biais de relations familiales ou d'appartenance au village. Il en va de même des unités d'autodéfense mises sur pied à l'échelle locale et des groupes d'autodéfense qui évoluent au centre du Mali.

¹¹ L'élément déclencheur de cette série d'épisodes de violence est contesté. Selon Agmour (2017), le commerçant était chef d'un village peul. Des individus liés à Amadou Kouffa ont attaqué le commerçant parce qu'il avait ouvertement fait connaître sa décision de dénoncer le mouvement de Kouffa, en raison de sa réticence à poursuivre les violences contre l'État. Selon ce que l'on en dit, un client bambara était présent lors de l'attaque et avant de mourir, il aurait dit aux témoins que l'acte avait été perpétré par des Peuls d'un village voisin, ce qui avait déclenché la violence intercommunautaire (opinion partagée dans une entrevue effectuée par Jonathan Sears avec un Peul du cercle de Bandiagara, Bamako, mai 2017).

¹² Les vidéos, où l'on voit ce qui serait des soldats maliens attacher pieds et poings liés une douzaine d'hommes qu'on présume être des Peuls, ont été largement distribués dans les médias sociaux à la mi-juillet 2017, ce qui jette des doutes sur la crédibilité et la légitimité des forces armées.

Groupes islamistes armés et la gouvernance de la violence

Dans ce contexte d'insécurité généralisée, les groupes islamistes armés offrent de plus en plus un type de protection et de gouvernance lorsque les responsables de l'État et locaux sont absents ou ne bénéficient pas de la confiance de la population. Ainsi, les groupes islamistes armés font preuve d'un degré élevé de manœuvrabilité dans leurs interactions avec les populations locales qui désirent l'ordre. Ils offrent une protection contre des communautés rivales ou simplement de prendre le dessus sur des rivaux en instrumentalisant la volonté de ces communautés à s'en remettre à la coercition violente. Il s'agit de mécanismes clés de la gouvernance par des groupes islamistes armés au Mali : se montrer violent à l'endroit des personnes qui s'opposent à leur légitimité en tant qu'organe de gouvernance et accroître leur visibilité en tant qu'acteurs légitimes à l'échelle locale, en offrant protection et ressources de base. Étant donné que les groupes islamistes armés interviennent activement dans la vie quotidienne des populations locales, il est raisonnable d'affirmer qu'ils ont réussi à devenir représentatifs des acteurs, des identités, des préoccupations et des intérêts locaux : les groupes djihadistes ont réussi à se « maliniser » (voir Lebovich 2016).

Le terme « maliniser » désigne le fait que de plus en plus de commandants et de combattants des groupes islamistes armés sont des ressortissants maliens. Il ne s'agit pas, comme l'indiquent certains responsables maliens et internationaux « d'une menace externe », mais bien d'une menace locale. Cela ne signifie pas pour autant que les groupes islamistes armés n'agissent pas d'une façon régionale ou transnationale. Les réseaux qu'ils mettent à contribution et dont ils tirent parti dépassent les frontières existantes du Mali. En effet, de nombreux membres de ces groupes ont des origines tribales, qui s'étendent jusqu'aux frontières de l'État saharien, ou détiennent même des citoyennetés multiples des États sahariens (voir Lecocq 2013: 65-66). Quoi qu'il en soit, pour la plupart, bon nombre des préoccupations, des intérêts et des priorités de ces combattants sont essentiellement locaux. Leurs trajectoires historiques prennent source au Mali.

Adaptations des groupes islamistes armés après l'intervention de 2013

L'intervention militaire française (facilitée par les armées régionales, en particulier les forces tchadiennes) et les actions militaires internationales subséquentes ont considérablement affaibli la coalition des groupes islamistes armés qui avaient pris le contrôle du Mali au nord de Konna avant la fin de 2012. Des chefs notoires de katibat comme Abou Zeid, Omarould Hamaha, Ahmed el Tilemsi et Abdelkrim al-Targui ont été tués tout comme des centaines d'autres combattants loyaux. Mokhtar Belmokhtar, « l'imprenable » et énigmatique commandant de la katibat d'Al-Mourabitoun et d'AQMI, aurait aussi été gravement blessé lors d'une frappe américaine effectuée par drone à la fin de novembre 2016 (Middle East Eye 2016)¹³. Des sources françaises et nigériennes auraient plus tard affirmé que Belmokhtar était décédé de ses blessures quelque part près de Ghadamès, dans le sud de la Libye, probablement en février 2017 (entrevue téléphonique, ancien rebelle de la région de

¹³ *Jeune Afrique* (2016) a déclaré le 28 novembre qu'il s'agissait d'une frappe balistique française, ciblant possiblement Belmokhtar, survenue près de Tripoli, et non dans le sud de la Libye, qui l'a probablement tué.

Tahoua, Niger, 13 juin 2017; entrevue téléphonique, ancien responsable français de la DGSE, 13 juin 2017)¹⁴.

Bien qu'ils aient perdu des commandants notoires, ces groupes se sont rapidement adaptés à la situation en pénétrant les régions rurales inaccessibles aux forces d'intervention. En dispersant leurs effectifs dans les communautés avec lesquelles ils entretenaient d'importants liens familiaux et socio-économiques, les groupes islamistes armés ont réussi à faire en sorte qu'il est devenu extrêmement difficile de distinguer les « terroristes » des autres (entrevue, représentant du HCUA de Gossi, Bamako, 28 janvier 2017). Par exemple, certaines personnes qui avaient appuyé les islamistes à Gao en 2012 ont renoncé à leur affiliation à ces réseaux, en soutenant qu'elles ne collaboraient qu'avec des groupes comme le MUJAO afin de se protéger et de protéger leurs communautés et leurs biens (entrevue, commandant de la Plateforme-MAA de Tabankort, Bamako, 31 janvier 2017; voir ISS 2016). Ainsi, les liens qu'entretiennent de nombreuses communautés nordiques avec des groupes islamistes armés persistent et compliquent les perceptions relatives à la crédibilité des acteurs. Ces liens ont aussi affaibli la possibilité d'établir (rétablir) la confiance sociale entre les communautés locales, et entre elles et les acteurs nationaux et internationaux, étant donné que chacun accuse l'autre d'entretenir des liens avec les ennemis.

Nouvelles plateformes organisationnelles, tactiques et modalités de gouvernance

Depuis 2014, les groupes islamistes armés ont reconfiguré leurs plateformes organisationnelles, leurs méthodes de recrutement et leurs tactiques. La plus importante refonte organisationnelle observée à ce jour est la fusion des réseaux d'Al-Mourabitoun, d'AQMI et d'Ansar Dine, pour former le JNIM au début de mars 2017. Dirigée par le chef et fondateur du groupe d'Ansar Dine surtout composé de Touaregs, Iyad Ag Ghaly, la vidéo d'introduction du JNIM a rallié des émirs de tous les groupes islamistes armés agissant au Mali (et s'étendant aussi jusqu'au sud de la Libye), représentant trois ethnies sahélo-sahariennes importantes : les Tamasheqs, les Arabes et les Peuls. Bien que plusieurs facteurs aient pu contribuer à cette fusion, la présence d'importantes forces internationales (opération Barkhane et MINUSMA) fournit une justification idéologique pour unir les groupes islamistes armés existants sous une même bannière. Une autre raison possible veut que, contrairement aux groupes armés liés à divers degrés au processus de paix qui se sont fragmentés et reconstitués le long des affiliations ethniques ou tribales (plus ci-dessous), le JNIM a expliqué de façon pragmatique que son identité et ses principes islamiques dépassent ces différences exclusivement d'intérêt local (voir Offner 2017).

Au lieu d'établir des instances administratives dans les villes, les réseaux du JNIM se sont engagés, sur le plan stratégique, à mener leurs opérations à partir de localités éloignées en milieu rural, et à mener des attaques de type « embuscade » sur les bataillons de la MINUSMA, sur les postes de la gendarmerie et des forces armées maliennes. La plupart des représentants des groupes armés à qui je me suis adressé à Bamako en janvier-février 2017 ont indiqué qu'AQMI, le FLM et le groupe d'Ansar Dine tentent d'éviter les attaques sur les forces militaires françaises à moins que les circonstances ne soient idéales. Ils ciblent plutôt activement les signataires de l'Accord, les forces de sécurité maliennes et la MINUSMA qui sont perçus comme des cibles moins risquées. N'empêche,

¹⁴ Dans un rapport, les forces de Barkhane se sont rendues au village de Boghassa (un petit village à 165 km au nord de Kidal près de la frontière algérienne) pour récupérer de l'ADN de l'un des fils de Belmokhtar. Belmokhtar aurait épousé des femmes arabes dans le nord du Mali, ainsi qu'une femme du sud de la Libye.

ce type de tactique exige une planification considérable et une connaissance granulaire des emplacements et routines de leurs cibles. De 2014 jusqu'à mars 2017, les groupes comme AQMI et Ansar Dine ont réussi à mettre à contribution leurs connaissances de longue date des groupes locaux et du terrain (acquises depuis au moins le début des années 1990 dans certains cas) pour acquérir de l'information tactique sur les cibles potentielles grâce à un vaste réseau d'interlocuteurs liés par des relations maritales ou familiales directes, partageant des coutumes sociales nomades et des transactions pécuniaires. Deux katibats largement touarègues se distinguent, celles de *Youssef Ibn Tachfin* et d'*Al-Ansar*, qui servent de ponts pour le groupe d'Ansar Dine et les communautés locales dans la zone de Gourma (région de Tombouctou), à la grandeur de Taoudennit et de la région de Kidal (entretien, notable arabe bérabiche de Goundam, Bamako, 8 février 2017; entrevue téléphonique, analyste de sécurité français, 14 juin 2017). Non seulement cela a-t-il eu pour effet de dissiper encore davantage les caractéristiques diffuses des groupes islamistes armés, cela a aussi facilité le recrutement local des jeunes qui comprennent que leur connectivité est assaillie par des forces étrangères et qui désirent fournir des ressources financières à leurs familles. Plus particulièrement, compte tenu du risque élevé inhérent à l'installation d'engins explosifs improvisés (EEI), certains éléments djihadistes ont été en mesure de mettre à l'oeuvre des intermédiaires locaux dans des petits villages pour recruter des jeunes désœuvrés afin qu'ils installent des EEI, moyennant une rémunération de 50 à 150 euros par explosif – en promettant des bonis à ceux dont les explosifs causent des dommages importants sur les cibles internationales (entrevue, responsable canadien, Bamako, 2 février 2017; entrevue, responsable du MNLA, Bamako, 10 février 2017; entrevue, responsable du MINUSMA, 10 février 2017; voir Chebli 2017). Ces tactiques témoignent de la « malinisation » d'AQMI, suivant la marque de commerce bien connue du commandement central d'Al-Qaeda (voir Mendelsohn 2015).

L'une des tactiques importantes et de plus en plus utilisées par les groupes islamistes armés consiste à installer des EEI le long des routes parcourues par les forces de sécurité ou les acteurs internationaux. Lorsque les véhicules frappent un explosif, les attaquants embusqués procèdent à un assaut direct¹⁵. Lorsqu'ils n'utilisent pas des EEI, les petits groupes effectuent des attaques kamikazes en motocyclette, en visant surtout les postes de police et de gendarme éloignés. Ces attaques ont été concentrées sur la portion du tripoint régional (sud d'Ansongo – une région appelée localement « Arabanda ») qui s'étend du nord vers Tessalit et la frontière de l'Algérie; le territoire au sud de la ville de Tombouctou, en direction sud-ouest vers Nampala. De novembre 2016 jusqu'à juin 2017, elles suivent de plus en plus un arc de territoire qui s'étend de l'ouest jusqu'au sud-est de Mopti et qui inclut des villes comme Niono, Diabaly, etc. (entrevue, responsable de l'UNMAS, Bamako, 9 février 2017). La MINUSMA et les services du renseignement maliens croient que dès 2008, les Touaregs, désormais loyaux envers le groupe Ansar Dine d'Iyad ag Ghaly avaient récupéré un grand nombre de mines non explosées dans la bande d'Aozou, au Tchad, où de nombreux combattants touaregs ont combattu pour Kadhafi dans la guerre des Toyota de 1987, en vue d'une utilisation éventuelle au Mali (entrevue, responsable du MINUSMA, Bamako, 26 janvier 2017). Les katibats d'AQMI sont aussi connues pour récupérer les mines non explosées à proximité de la frontière entre la Libye et la Tunisie, en vue de les convertir en EEI.

Les attentats suicides ont aussi atteint un niveau record et surviennent bien souvent en marge d'embuscades kamikazes, comparables à l'attaque de janvier 2016 à Ouagadougou. L'attentat suicide

¹⁵ Ces attaques ont pratiquement lieu tous les jours : « presque chaque jour, une embuscade, une mine ou des attaques à la roquette ciblent les forces de sécurité maliennes, les Casques bleus de la MINUSMA et les soldats français de Barkhane » (Roger 2017).

du 18 janvier 2017 dans la ville de Gao visant le *Mécanisme Opérationnel de Coordination* (MOC), où la brigade d'Al Mourabitoun d'AQMI a utilisé un jeune peul du nom de « Abd el-Hadi al Fulani » comme bombe humaine, ont tué environ 79 personnes en plus d'en blesser gravement 108 autres – l'attaque la plus meurtrière de l'histoire malienne (entrevue, commandant de Gatia, Bamako, 25 janvier 2017; entrevue, responsable de la CMA, Bamako, 31 janvier 2017; entrevue téléphonique, journaliste touareg, 20 juin 2017; l'auteur a une liste des noms des personnes tuées qui lui a été donnée par un partisan touareg du Gatia). Ainsi, les groupes islamistes armés utilisent leurs qualités asymétriques et nébuleuses et leurs liens communautaires pour intensifier les attaques sur tout groupe qui cherche à mettre en place des institutions étatiques dans le Nord.

Protection contre la violence et enjeux rattachés à la violence contre la gouvernance

En revanche, les groupes islamistes armés se positionnent aussi dans ce climat d'insécurité en exerçant discrètement une certaine forme de gouvernance dans les communautés locales (ICG 2017). À la fin de novembre 2015, des combattants d'AQMI dirigés par Talha al-Liby ont été filmés en train de prendre part à une réunion tribale arabe à Boudjbeha (150 km au nord-est de Tombouctou), soutenant auprès des membres de la tribu d'Oulad Iche présents qu'AQMI n'était pas en conflit avec les tribus locales et accusant les Français de chercher à diviser la communauté arabe du Mali (Al-Akhbar 2015)¹⁶. Pendant leur courte période inter-règne, de nombreux habitants (sinon la plupart) de Tombouctou ont apprécié le contrôle exercé sur la ville par AQMI et Ansar Dine et les régions voisines, car ces groupes ont fourni des services auparavant non disponibles, comme « un approvisionnement gratuit en eau et en électricité, la distribution hebdomadaire d'aliments, des soins de santé et des médicaments gratuits, de l'argent pour les mariages religieux et l'élimination des taxes » (Chebli 2017). Ces groupes continuent de fournir les biens de base (p. ex. de l'argent, des téléphones, de l'eau et parfois des armes) et de garantir la sécurité des biens publics dans ces zones que les communautés locales perçoivent comme des « *no-man's land* » [verbatim], ce qui n'est pas sans rappeler la prestation des services et les services de protection en 2012. Par exemple, en mars 2017, des membres d'AQMI ont exécuté un bandit armé pris en flagrant délit le long de l'axe autoroutier Tombouctou-Goundam. Ce geste de dissuasion a donné un sursis bien attendu pour les habitants locaux qui craignaient de circuler dans cette zone, surtout les jours de marché (entrevue téléphonique, représentant touareg du HCUA de Léré, 14 juin 2017).

Les islamistes armés peuls liés à Amadou Kouffa, agissant dans les zones rurales de la région de Mopti, ont aussi assuré la sécurité. Ses adhérents sont entrés dans les petits villages pour régler les différends entre éleveurs et pour informer les communautés rurales d'un retour à la pratique des principes islamiques de leur confession. Ce type de message plaît aux Peuls qui se retrouvent dans des situations d'assujettissement à des castes, aux personnes circonstanciellement dominées par des élites peules qui ont des liens avec l'État malien ou à des propriétaires fonciers locaux qui perçoivent des droits de pâturage élevés qui atteignent souvent des niveaux exorbitants (voir Dubois et Sangaré 2017). Certains des éleveurs peuls mieux nantis ont même sous-traité des services de protection pendant les périodes de transhumance à des petits groupes auparavant associés au MUJAO ou directement aux hommes de Kouffa (entrevue, deux experts en sécurité maliens, Dakar, 20 juin

¹⁶ Lebovich (2016) signale que la participation de la katibat à cette réunion illustre comment les groupes islamistes armés ont réussi à s'incruster dans les affaires et les communautés locales, car al-Liby a des liens familiaux avec la communauté arabe de Tombouctou et a agi comme policier islamique de la ville pendant la prise de contrôle de 2012.

2016; voir ICG 2016). Lorsque les groupes islamistes armés intervenaient dans des conflits locaux dans les régions éloignées où les habitants se sentaient oubliés par les institutions étatiques, ils agissaient essentiellement en courtiers de résolution des conflits et en parasouverains pour les communautés nomades qui en sont alors venues à percevoir leurs objectifs comme étant légitimes.

Le fait d'admettre que certaines personnes et certaines communautés reconnaissent les groupes islamistes armés comme étant légitimes ne signifie pas pour autant que leur acceptation sociale soit non contestée ou qu'ils ne commettent pas des actes graves et réguliers de violence coercitive. En effet, la coercition par la violence est l'une des pratiques de gouvernance clé de ces groupes, où qu'ils se trouvent. Les pratiques violentes varient quant à leur degré d'effet coercitif. Par exemple, à Dialloubé (50 km au nord de Mopti) et dans les villages voisins, les groupes islamistes armés auraient établi des points de contrôle armés où ils inspectent les conducteurs afin de s'assurer que les hommes et les femmes ont été transportés séparément (Sangaré 2017). En mai 2017, les islamistes armés sont entrés dans la ville de Dioungani (130 km à l'est de Mopti, près de la frontière avec le Burkina Faso) pour livrer une lettre décrivant les règles de leur confession applicables aux habitants de la ville. Celles-ci obligeaient notamment les hommes à prier à la mosquée, les femmes à se couvrir la tête et le visage en public et interdisaient aux jeunes d'écouter de la musique sur leur téléphone. Une femme dont la tête n'était pas couverte se serait fait raser les cheveux par ce groupe (entrevue téléphonique, journaliste touareg de Gao, 5 mai 2017). Les islamistes armés ont livré une lettre semblable aux habitants du village de Diabaly, détaillant des consignes strictes et promettant de lourdes peines en cas de désobéissance (SIPRI 2017: 30).

Ce que ces groupes perçoivent plutôt comme une opposition à leur imaginaire social correspond davantage à des formes graves de coercition par la violence. Des écoles ont été détruites, des enseignants et des administrateurs scolaires sont régulièrement menacés par les jeunes djihadistes peuls qui prétendent suivre Kouffa. Certains rapports indiquent que plus de 270 écoles de la région de Mopti ont été fermées – de nombreuses depuis 2013 (Sangaré 2017). En 2016, des djihadistes peuls (qui seraient des hommes de Kouffa) auraient tué l'imam de Nampalari (nord-est de Ségou) parce qu'il aurait refusé de soutenir leur cause (SIPRI 2017: 30). En fait, les groupes islamistes armés ont ciblé tous les représentants de l'État malien au centre du pays, y compris les représentants élus, les gendarmes, les gardes forestiers, les préfets, les percepteurs de taxes et autres fonctionnaires ou présumés collaborateurs des Forces armées maliennes (voir Carayol 2016a; SIPRI 2017: 30; Dubois et Sangaré 2017).

Les pratiques violentes dans le nord sont comparables sur le plan de l'intensité et de la fréquence. Un an après l'intervention dans le cadre de l'opération Serval, la katibat du Grand Sahara (*Al-Furqan*) d'AQMI a commencé à faire des incursions régulières à partir de ses repères ruraux, pénétrant les villes ou les marchés de la région de Tombouctou pour distribuer des tracts, pour prononcer des discours et pour menacer ceux qui collaborent avec les forces de défense et de sécurité maliennes ou les acteurs internationaux (voir Al-Akhbar 2015; Lyammouri 2015). En septembre 2014, les combattants d'AQMI sont entrés à Zouera (80 km au nord de Timbuktu) et ont placé la tête d'un homme Touareg de la tribu de Kel-Ansar sur un pieu, au milieu du village, après l'avoir accusé d'espionnage pour les Français et mettant en garde les résidents locaux de poser des gestes semblables (Reuters 2014; entrevue téléphonique, homme touareg de Gossi, 5 juillet 2017). En juillet 2017, de nouveau à Zouera, le JNIM serait entré au marché et aurait déclaré que tous les collaborateurs et tous les traîtres seraient tués, en montrant la tête d'un homme (tué par balle puis décapité) qui a été identifié comme étant Oumeyda el Wasri et qui avait été kidnappé plusieurs

semaines auparavant (Kibaru 2017b; entrevue téléphonique, homme touareg de Gossi, 5 juillet 2017)¹⁷.

Ainsi, la volonté des groupes islamistes armés d'avoir recours à la violence, alimentée par une connaissance granulaire des groupes locaux et de leurs activités, est devenue un mécanisme de gouvernance visant à éliminer la compétition des autres acteurs qui présentent ne serait-ce qu'une opposition minime à leur doctrine. En l'occurrence, leurs pratiques de violence coercitive agissent comme un couteau à double tranchant pour les populations du nord : même si les populations locales demandent l'ordre et la protection contre les brigands itinérants, les communautés rivales et les groupes armés ennemis, l'influence coercitive des groupes islamistes cible bien souvent ces mêmes populations locales. Comme cette violence est régulièrement accompagnée de gestes de « prestation de services », les groupes islamistes armés ont réussi à diviser les habitants du nord : d'une part, ceux en faveur des institutions étatiques maliennes et des acteurs internationaux ou des différents groupes armés signataires d'accords et, d'autre part, ceux qui s'en éloignent.

Violence contre les mouvements armés

La violence des groupes islamistes armés n'a épargné aucun mouvement armé agissant au Mali. Chaque groupe a subi de lourdes pertes, qu'il s'agisse de commandants militaires, de combattants et d'autres personnes liées à ceux-ci (habituellement les membres de la famille) que les djihadistes désignent comme des collaborateurs des forces internationales ou simplement des rebelles. En avril 2016, avant l'établissement du MOC, des tracts ont été distribués à Gao interdisant aux membres des groupesss armé signataire de participer à ce mécanisme de l'Accord (entrevue, responsable de GATIA, Bamako, 20 janvier 2017). Les forces internationales continuent de mener leur enquête sur l'attaque du MOC, mais il est important de signaler que tous les mouvements armés ont subi des pertes lors de cette attaque¹⁸.

¹⁷ Si l'on s'en tient au nom « el Wasri », cette personne provenait fort probablement de la tribu d'al Wasra, de la confédération bérabiche. La tribu d'al Wasra aurait développé des liens sociaux avec AQMI, en plus de lui offrir un fort soutien (surtout des liens maritaux). À l'instar des groupes islamistes armés qui ont recruté bon nombre de Peuls et reçu leur soutien, la tribu d'al Wasra a été motivée par sa volonté de modifier sa position sociale d'asservissement historique à d'autres tribus bérabiches (comme Oulad Iche et Oulad Idriss) dans les régions de Tombouctou et de Taoudenni (voir Pellerin 2017: 21-22). Au moment de la rédaction du présent rapport, la situation continue de se développer. Toutefois, des personnes qui auraient assisté au discours public affirment qu'el Wasri était un ancien combattant d'AQMI, désigné comme traître par le même groupe.

¹⁸ Une importante controverse entoure la participation du Mouvement Arabe de l'Azawad-Plateforme à cette attaque. Même si tous les mouvements (et les Forces armées maliennes) ont perdu des combattants dans cette attaque, plusieurs interlocuteurs (de la CMA, de la MINUSMA et des diplomates occidentaux) ont affirmé qu'aucune victime du MAA-Plateforme ne provenait de la communauté arabe. La communauté arabe de Gao est surtout composée de Lamhars et la majorité des combattants du MAA-Plateforme proviennent de cette communauté. La plupart des interlocuteurs ont affirmé que les combattants du MAA qui ont été tués étaient des Peuls. Quoi qu'il en soit, ce qui importe dans cette analyse n'est pas tant la véracité empirique de l'allégation en soi - une allégation plus que difficile à démontrer. Ce que ces analyses indiquent, en revanche, c'est que le MAA-Plateforme n'est pas perçu comme un acteur crédible par une majorité des parties au conflit (y compris leurs alliés du Gatia). Bon nombre tiennent pour acquis que le MAA-Plateforme maintient des liens importants avec des groupes islamistes armés, provenant notamment de l'ancien *Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest* (MUJAO) que l'on appelle aujourd'hui l'Émirat saharien de l'État islamique.

Comme la CMA s'est fragmentée depuis la signature de l'Accord en 2015, les nouveaux mouvements armés ont aussi été ciblés. En réponse aux attaques contre les groupes islamistes armés menées par le *Congrès pour la Justice dans l'Azawad* (CJA)¹⁹ près de Goundam au début de 2017, le JNIM a distribué des tracts au marché de Zouera en avril dans lequel il menaçait son commandant militaire, le colonel Abass Ag Mohamed Ahmed. Les tracts précisait que le JNIM n'était pas en guerre avec la tribu de Kel Ansar, comme certains l'avaient affirmé, mais bien avec Abass et ses collaborateurs (Kibaru 2017a)²⁰. Le 8 avril 2017, la garnison du CJA à Gargando (80 km à l'est de Tombouctou) a été attaquée par des soldats armés inconnus (qu'on suppose appartenir au JNIM). Cette attaque a tué quatre combattants du CJA et ciblait le chef du village et l'administrateur de l'école locale, le notable de la tribu de Kel Ansar, Abdullahi Ag Oumar (Ag Ahmedou 2017).

Le chef du *Mouvement du Salut de l'Azawad* (MSA), Moussa Ag Acharatoumane, a été récemment menacé par Abu-Walid al-Saharaoui, un ancien commandant du MUJAO, qui a juré loyauté à Abubakr al-Baghdadi, de l'État islamique (Journal du Mali 2017)²¹. Depuis février 2017, Ag Acharatoumane a fait plusieurs déclarations au sujet d'al-Saharaoui dans les médias sociaux, affirmant que les hommes d'al-Saharaoui n'étaient pas les bienvenus dans la communauté tribale locale de Daoussahak, dans les régions frontalières de Ménaka. Après une attaque au début de juin 2017 sur la base des Forces armées nigériennes à Abala, Niger, par ce que l'on prétend être des combattants de l'État islamique d'al-Saharaoui, des contingents des groupes MSA et Gatia, à Ménaka, en coordination avec les forces de l'opération Barkhane ont attaqué les assaillants et en auraient tué 15 (Journal du Mali 2017). Bien que plusieurs interlocuteurs aient mis en doute au départ la véracité de la menace communiquée au moyen d'une lettre en arabe et, par la suite, traduite en français et diffusée dans les médias sociaux, al-Saharaoui a diffusé un message sonore répétant ses accusations contre Ag Acharatoumane et dans lequel il traitait de « Pharaon » son mouvement, à la solde des Français, et menaçait d'exterminer les Daoussahak²². Un ancien associé de la CMA d'Ag Acharatoumane affirme que le MSA regroupe plusieurs combattants qui étaient proches d'al-Saharaoui en 2012-2013 et les considère aujourd'hui comme des traîtres (entrevue téléphonique, militant du HCUA de Ménaka, 5 juillet 2017). Le 5 juillet 2017, deux acteurs non identifiés ont utilisé des mobylettes pour mener une attaque à la grenade sur les bureaux du MSA à Ménaka. Comme on peut le voir, les groupes islamistes armés commettent des actes violents à l'endroit de tout chef ou de toute communauté qu'ils présumant désobéir à leurs règles dans les régions frontalières rurales sur lesquelles ils cherchent à exercer un contrôle.

Le MNLA est vraisemblablement le mouvement armé le plus fréquemment ciblé par les attaques des groupes islamistes armés. Un haut commandant militaire du MNLA raconte qu'en février 2017, 177 combattants du MNLA ont été tués par des djihadistes, dont 33 dans neuf attaques

¹⁹ Une analyse plus détaillée de la création du CJA et des objectifs politiques sera présentée dans un rapport à paraître.

²⁰ Les tracts auraient souligné la collaboration d'Abass avec des acteurs étrangers qui combattent les islamistes dans le Sahel et le Sahara. Cette tactique sert à éloigner encore davantage les communautés nomades de leurs affiliations tribales pour qu'elles adoptent l'identité plus générale de musulman menacée par des envahisseurs étrangers. Abass a réitéré à maintes reprises ses intentions de poursuivre les attaques contre les présumés jihadistes dans la région de Tombouctou.

²¹ Pour obtenir de l'information sur les effets de la déclaration d'al-Saharaoui à l'appui de l'EI, voir Lebovich (2016).

²² Comme il est expliqué ci-dessous, Ag Acharatoumane s'est récemment rendu à Paris pour rencontrer des autorités militaires et des responsables de la sécurité de haut niveau.

(entrevue, commandant militaire du MNLA de Kidal, Bamako, 5 février 2017)²³. Bien qu'il soit extrêmement difficile de vérifier le nombre de victimes des attaques jihadistes, et ce, pour plusieurs raisons, il est possible de mesurer la proportion des pertes entre les groupes identifiés. Ainsi, il semble que le MNLA ait perdu beaucoup plus de combattants aux mains des groupes islamistes armés que tout autre rival.

Plusieurs explications peuvent être avancées, dont quatre sont mentionnées ici. Premièrement, il s'agit du plus vieux mouvement, donc celui qui est en conflit avec les djihadistes depuis le plus longtemps. Deuxièmement, en 2013, le MNLA a collaboré de près avec les Français dans le cadre de l'opération Serval pour traquer les combattants islamistes armés, de sorte que les djihadistes le considèrent comme un traître de l'Islam. De fait, parmi tous les groupes armés, le MNLA est celui qui a le plus activement courtoisé les acteurs internationaux (surtout les Français) à l'appui de ses objectifs stratégiques d'un Azawad indépendant. Troisièmement, le MNLA dispose d'une unité de combat dédiée à la lutte contre le terrorisme qui l'a largement fait connaître. Le secrétaire général du MNLA, Bilal Ag Acherif, a lui-même affirmé avec insistance que le MNLA éradiquerait le terrorisme à condition que la communauté internationale reconnaisse Azawad comme un État souverain. Enfin, il est possible que les combattants du MNLA soient ciblés plus régulièrement que les combattants du *Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad* (HCUA) et du *Mouvement Arabe de l'Azawad – Coordination des Mouvements de l'Azawad* (MAA-CMA) étant donné que ces deux groupes entretiennent probablement des liens sociaux plus étroits avec les groupes islamistes armés et que, à bien des égards, ils sont plus proches de leurs croyances religieuses et politiques. En maintenant des liens étroits, ou en infiltrant directement, les groupes armés signataires, les groupes islamistes armés ont mis à profit leurs liens avec les acteurs locaux permettant leurs pratiques de violence coercitive contre les personnes et les groupes qu'ils considèrent comme des ennemis ou des traîtres. Dans le cas du MNLA, les groupes islamistes armés ciblent régulièrement leurs actions violentes contre ce mouvement armé soi-disant « séculaire » de la CMA, avec qui ils avaient pourtant pris le contrôle militaire du nord en 2012.

Tribalisation des groupes armés : Fluidité de l'alliance et violence intracommunautaire

C'est dans ce contexte d'insécurité généralisée, où il est de plus en plus difficile de distinguer les acteurs crédibles de ceux qui sont affiliés avec l'ennemi, la communauté tribale ou ethnique d'appartenance devient la base la plus sûre pour chercher une protection. Les élites gouvernementales maliennes ont utilisé cette opportunité pour exploiter les divisions communautaires afin d'affaiblir les mouvements politiques du nord comme la CMA. Ainsi, les clivages sociopolitiques à l'échelle nationale (par exemple, le gouvernement contre les rebelles du nord) donnent lieu à des actions violentes dans des communautés locales rivales dans les régions périphériques du pays, certaines de ces rivalités prenant source dans des animosités interpersonnelles (voir Kalyvas 2003).

Les élites maliennes de Bamako sont devenues des spécialistes de la cooptation des personnes d'influence dans l'arrière-pays qui, de bien des façons, agissent en leur nom (ou du moins semblent agir selon des intérêts compatibles). En cooptant les autorités du nord, le gouvernement malien a

²³ Fin décembre 2015, ce commandant militaire perdait 20 hommes dans une même attaque d'AQMI (fort probablement de la katibat d'Al-Ansar), à quelque vingt kilomètres au sud de la frontière algérienne.

réussi à exploiter les rivalités personnelles et communautaires qui se sont greffées aux préoccupations et intérêts nationaux liés au conflit et à sa gouvernance. La cooptation a affaibli les opposants au régime gouvernemental à court terme, mais elle a exacerbé les tensions de longue date à l'échelle communautaire, ce qui a augmenté le risque de violence et l'insécurité, des facteurs importants qui ont contribué à l'éclatement de la crise au départ.

Cooptation, clientélisme et fragmentation des mouvements armés

À l'instar du régime de gouvernance qui a dominé la période d'administration démocratique du Mali de 1992 à 2012, la période actuelle post-transition/post-Accord 2015 est visiblement caractérisée par une politique clientéliste profondément enracinée²⁴. L'accès aux ressources de l'État et aux postes gouvernementaux est octroyé aux anciens rebelles, en contrepartie d'un quiétisme politique. Cette pratique est devenue un mécanisme clé en matière de gouvernance post-conflit (voir Sears 2017). En revanche, la politique clientéliste a eu des répercussions directes sur les pratiques des mouvements armés agissant dans le pays - non seulement pour les signataires de l'Accord, mais aussi pour les groupes créés depuis juin 2015 - et leur volonté de participer à des actions de coercition par la violence. Cette forme de gouvernance a contribué à l'effritement de la confiance parmi les coalitions de mouvements armés, ce qui a accéléré leur fragmentation et leur recomposition plus ou moins selon les principes de la solidarité tribale. Expliquant la façon dont le conflit a fragmenté tout semblant d'unité touarègue, un interlocuteur affirme que le conflit est plus que jamais caractérisé par l'éthos « à chaque mouvement armé son « *Amenokal* »²⁵ (Entrevue, président d'une association de femmes touarègues maliennes, Bamako, 24 janvier 2017).

Tirant parti d'un précédent colonial, les membres de la classe politique malienne établis à Bamako partagent une longue histoire de mobilisation des élites des régions du nord à qui l'on peut vraisemblablement faire confiance pour influencer leurs communautés pour le compte de Bamako. Bien souvent, cette influence est basée sur la distribution de rentes par l'entremise d'organismes et d'institutions paraétatiques, sous la couverture d'une ONG locale ou par des paiements monétaires directs (voir Van de Walle 2012: 15; ICG 2015a: 8 n. 46)²⁶. Bien que la pauvreté soit endémique au Mali, ses caractéristiques dans le nord du pays ont raréfié les ressources utilisées pour le népotisme, qui prennent la forme de postes gouvernementaux, ce qui augmente l'autorité et la notoriété des clients sélectionnés. Les élites des régions périphériques sont souvent représentatives des communautés importantes sur les plans démographique, politique et militaire dans le nord. Elles agissent comme des intermédiaires pour lier Bamako aux zones frontalières distantes (où les groupes armés antigouvernementaux signataires et les réseaux de contrebande mènent actuellement leurs activités, dans une région qu'ils cherchent à contrôler). À travers l'histoire du Mali, les administrations maliennes ont toujours laissé libre cours aux activités économiques illicites de leurs clients du nord pour autant qu'ils puissent gérer les conflits locaux ou renseigner l'administration sur

²⁴ Whitehouse (2017, 18) résume succinctement le régime de réglementation du président déchu Amadou Toumani Touré : [traduction] « les chefs de partis, les rivaux éventuels et les représentants de la société civile malienne ont été autorisés à accéder à des ressources publiques en contrepartie de leur soutien, ou du moins de leur retenue à critiquer ouvertement le président et son régime ».

²⁵ L'*Amenokal* est le chef traditionnel d'une confédération touarègue de tribus.

²⁶ La gestion du clientélisme des relations sud-nord s'est approfondie et s'est élargie pendant la rébellion des années 1990 et a foisonné après la période 1996-1997 qui a marqué la fin de ses multiples itérations (voir Boilley 1999; Seely 2001; Bøås et Torheim 2013).

les dynamiques de l'insécurité²⁷. Ce pacte mutuellement profitable a augmenté l'importance politique, les ressources économiques et le statut social de certains acteurs du nord, qu'ils ont pu mettre à contribution en les plaçant à des postes gouvernementaux, ou plus récemment en leur garantissant des postes pendant le processus d'établissement de l'ordre politique après le conflit.

El Haji Ag Gamou et le Gatia

L'élément clé des réseaux de népotisme fluides, tournant autour du général El Haji Ag Gamou et ses proches associés²⁸, est devenu particulièrement important pour l'administration du président Keita. Étant techniquement un général des Forces armées maliennes, en tant que chef du groupe touareg Imghad, au dire de tous, Gamou agit en fait comme le chef de la milice progouvernementale, le *Groupe Autodéfense Touareg Imghad et alliés* (Gatia)²⁹.

Devenue la tribu touarègue la plus peuplée, la communauté d'Imghad a connu des progrès sociaux considérables depuis 1996, lorsque les luttes intestines entre Touaregs ont pris fin et où les efforts de décentralisation se sont accrus à l'échelle du territoire malien. Gamou est à la tête du bataillon permanent de Gao, l'une des deux unités de combat d'élite du Mali. Sa force auxiliaire, « Delta Force », est composée entièrement de combattants imghads, ce qui brouille la séparation entre les Forces armées maliennes et la milice progouvernementale (voir Lecocq 2013: 62). Depuis 2015, les rangs du Gatia se sont agrandis à mesure qu'un plus grand nombre de jeunes Imghads se sont vus remettre des armes automatiques, visiblement par Gamou, dans le but de mobiliser sa tribu pour écarter ses rivaux dans la CMA, en particulier les éléments ifoghas³⁰. Son statut social en tant que « chef » Imghad, sa notoriété en tant que commandant des rebelles dans les années 1990, sa carrière militaire remarquable depuis 1996, sa force numérique en armes, ses liens familiaux à l'un des présumés trafiquants de drogue les plus prolifiques du Mali, Chérif Ould Attaher (« Acharieff »), un fait qui a indubitablement augmenté les occasions de prospérité économique de Gamou, sont autant de facteurs qui prètent à penser que le général est peut-être devenu l'intermédiaire clé entre le

²⁷ Iyad Ag Ghaly était assurément le plus éminent intermédiaire élite dans le nord, car il a joué un rôle crucial pour mettre fin à la rébellion des Touaregs dans les années 1990 (que lui-même et d'autres avaient amorcée) et il est devenu le principal interlocuteur des groupes islamistes armés comme le *Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat* (GSPC)/AQMI dans le cadre de plusieurs séries de négociations de rançons pour des otages depuis 2003.

²⁸ Par exemple, l'ancien gouverneur de la région de Kidal et l'ambassadeur malien actuel au Niger, Alhamdou Ag Ilyene, ou le gouverneur de Kidal et colonel à l'Agence des douanes maliennes récemment nommé, Sidy Mohamed Ag Ichrach.

²⁹ L'objectif politique principal du Gatia est de veiller au développement politique de la communauté imghade, qui semble-t-il à travers l'histoire, aurait été dominée par la noblesse touarègue des Ifoghas. Un rapport subséquent traitera plus en détail de la biographie de Gamou, des activités de la milice et de ses liens avec d'autres mouvements armés de la Plateforme.

³⁰ Il convient de mentionner que ce ne sont pas tous les Imghads qui appuient Gamou ou le Gatia. À titre d'exemple, le MNLA compte un petit nombre (mais considérable) de membres imghads, qui jouent toutefois un rôle important. En outre, selon plusieurs récits, il semble que de nombreux civils Imghads demeurent dans la ville de Kidal, sous l'administration de la CMA et vivent de façon pacifique avec les Ifoghas, les Idnans et d'autres tribus touarègues voisines - bien que plusieurs membres de la communauté elle-même contestent ce point. Il est impossible d'évaluer de façon indépendante, au moyen d'un recensement ou d'une enquête, la composition tribale de Kidal pour des raisons politiques et de sécurité.

gouvernement du président Keita et les populations du nord dans les régions de Gao, de Ménaka et de Kidal³¹.

Bien que les relations entre la milice du Gatia et le gouvernement malien soient demeurées, par définition, nébuleuses (et secrètes), comme toutes les relations de type gouvernement-milice, il est possible d'affirmer que Gamou et certains de ses proches associés ont joué un rôle crucial pour affaiblir ses rivaux personnels de la CMA, ce qui a entraîné des avantages pour les partisans du gouvernement à Bamako. À cet égard, les activités de Gamou dans la région de Ménaka ont été conséquentes. Depuis sa victoire sur la CMA et la prise de contrôle de Ménaka à la fin d'avril 2015 et la désannexion subséquente de la ville en juin, les dirigeants du Gatia (et Gamou) ont surveillé de près les politiques locales de cette zone frontalière importante sur le plan stratégique³². Les accords d'Anéfis, pour lesquels les représentants signataires du groupe armé et d'importants dirigeants d'entreprises des communautés nomades se sont réunis pour définir leur propre *modus vivendi* par rapport à la mobilité des personnes et des biens³³ ont laissé aux membres du Gatia une marge de manœuvre additionnelle pour circuler et créer des liens avec les communautés des régions de Ménaka et de Kidal, sans pour autant violer l'Accord³⁴. En janvier 2016, Gamou et ses associés ont commencé à exploiter les tensions communautaires au sein de la CMA qui semblaient cadrer avec l'intérêt principal de son mouvement : sa vision de la dominance des Ifoghas sur la société touarègue malienne, qui se manifeste par le contrôle du processus décisionnel de la CMA.

Alliance Gatia-MSA : Affaiblissement de la CMA

L'acte le plus récent et le plus important de clientélisme et de cooptation des responsables de l'État malien, par le biais des initiatives de Gamou, est l'emprise politique des communautés des Daoussahak et des Chamanamas par Ag Acharatoumane et Assalat ag Habi, tous deux fondateurs du MNLA et membres de la CMA³⁵. Les combattants de Daoussahak et de Chamanamas étaient bien représentés dans le MNLA. Ils ont souvent été investis de missions de combat et de protection dans les régions de Kidal et de Ménaka. Toutefois, ces combattants ont commencé à douter de la CMA qu'ils perçoivent comme étant dominée par des notables Ifoghas (en particulier la famille Ag Intallah) qui, à leur avis, ne sont pas prêts à détacher des combattants à l'appui des contingents de Daoussahak et de Chamanamas dans les combats survenant autour de Ménaka, ou à les faire participer au processus décisionnel de la CMA (entrevue téléphonique, ancien rebelle du *Mouvement Nigérien pour la Justice* (MNJ) proche du MSA, 7 septembre 2016; entrevue, ancien rebelle

³¹ Chérif Ould Attaher est un Arabe de la région de Gao (comme Gamou) et il est marié à l'une des filles de Gamou.

³² La région de Ménaka partage ses frontières avec le Niger. Le contrôle de cette région est convoité, car il s'agit d'un terrain très lucratif pour le trafic de drogues, qui traverse la région nord du Niger à destination de la Libye. On croit que les populations locales de la ville ont appuyé l'arrivée des milices de la Plateforme et ont même manifesté pour que le Gatia empêche un retour de la CMA (voir Jeune Afrique de l'AFP 2015).

³³ La plupart des gens tiennent pour acquis que cela signifie le trafic de drogues et l'apaisement des communautés du nord en général.

³⁴ Pour une analyse pointue de l'accord d'Anéfis, voir ICG (2015b); Offner (2016).

³⁵ Fait intéressant, lorsque le Gatia a pris le contrôle de Ménaka en mai 2015, Ag Acharatoumane a affirmé que la milice était sans l'ombre d'un doute [traduction] « logée, soutenue, financée et formée par l'Armée malienne », et par voie de conséquence, l'ennemi des communautés touarègues dans la région de Ménaka (Morgan 2015).

Chamanamas du *Front Populaire pour la Libération de l'Azawad*, Ouagadougou, 20 mai 2017). Bon nombre présume que le gouverneur Daouda Maïga, nommé en janvier 2016, est à l'origine des efforts visant à créer un rapprochement communautaire entre les partisans Imghads du Gatia et les combattants Daoussahak, dans le MNLA, afin de rapprocher des personnes comme Ag Acharatoumane et Ag Habi de Gamou, l'un des plus proches amis de Maïga (entrevue, journaliste malien, Bamako, 23 janvier 2017). Après l'accord d'Anéfis, les combattants du Gatia ont commencé à mener des missions de sécurité dans le but de trouver les voleurs de bétail qui sévissent entre Ménaka et Kidal, ce que les communautés Daoussahak ont accueillis à bras ouverts lorsque un pourcentage de leur bétail leur a été retourné. Ces actions ont assurément suscité la colère des dirigeants Ifoghas de la CMA, qui ont reproché régulièrement aux combattants Daoussahak de Kidal leur coopération avec les hommes de Gamou (entrevue téléphonique, ancien rebelle du MNJ, proche du MSA, 7 septembre 2016)³⁶. Ainsi, à mesure que les tensions intercommunales se sont accentuées dans la CMA³⁷, ses membres éminents (provenant surtout de son détachement au MNLA) des régions de Gao et de Ménaka se sont rapprochés de la vision de Gamou à l'égard des Ifoghas, résultant en des réunions entre les Daoussahaks et les Chamanamas à Tin-Fadimata (nord de Ménaka) en août 2016 afin de mettre sur pied un nouveau mouvement armé le 2 septembre, le MSA (Carayol 2016b)³⁸.

La dissension du MSA de la CMA a assurément affaibli la position des membres Ifoghas du HCUA, dirigé par le rival de Gamou, Alghabass Ag Intallah, ce qui a certainement procuré un avantage à Gamou, et par extension, au gouvernement malien. Enhardis par leur position et la nouvelle alliance, les combattants du Gatia ont élargi leurs attaques à l'extérieur de la ville de Kidal, pendant les mois de septembre et d'octobre 2016. Le MSA et la Plateforme ont conclu des accords officiels le 17 septembre sur l'exécution d'opérations de sécurité mixtes à Gao et à Ménaka, y compris pour appuyer l'arrivée du MSA à Gao pour les activités préparatoires au déploiement du MOC et l'établissement de patrouilles mixtes (une étape importante de la mise en œuvre de l'Accord). Lorsque les combattants de la CMA de Kidal ont tenté d'entrer à Gao, leurs ambitions ont immédiatement été bloquées par les combattants du MSA, de la *Coalition du Peuple pour l'Azawad* (CPA) et du CMFPR-II, qui demandaient tous leur inclusion formelle dans le processus de mise en œuvre du MOC (Kibaru 2016). Grâce aux actions du gouverneur Maïga qui assure la liaison officielle entre le MSA et le gouvernement malien, le Gatia, le MSA et les Forces armées maliennes ont mené leurs propres patrouilles mixtes impromptues à la grandeur de Ménaka, sans faire trop de bruit ni attirer trop d'attention, et procèdent ainsi de façon périodique depuis (entrevue, haut responsable du

³⁶ Les communautés Daoussahak puisent un important sentiment d'honneur et de fierté en assurant la protection de leurs cheptels et offrent souvent cette protection à d'autres tribus touarègues.

³⁷ Ag Acharatoumane expliquait : « en dépit des accords d'Anéfis, les problèmes intercommunautaires se sont accentués. Nous avons assisté à une recrudescence de l'insécurité et à la résurgence de conflits fratricides, or la CMA est incapable d'y mettre un terme » (Carayol 2016b).

³⁸ Sans pour autant minimiser le fait que les membres des communautés Daoussahak et Chamanamas cherchent les occasions d'obtenir une rente en se rapprochant de Bamako, par l'entremise de Gamou, afin d'obtenir des conditions plus favorables dans l'éventualité de l'établissement d'un ordre gouvernemental après le conflit. Par exemple, Ag Acharatoumane s'est vu attribuer le poste de chef du bureau régional de Ménaka pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration. À ce titre, il ne pourra que consolider son réseau de patronage étant donné qu'il occupera un poste lui permettant de choisir les anciens combattants qui obtiennent des postes dans les forces de défense et de sécurité maliennes, sans mentionner l'accès aux capitaux dans les goussets de l'État. Ag Acharatoumane s'est aussi vu fournir une villa à Bamako afin de faciliter son travail, bien que la plupart des interlocuteurs interrogés par l'auteur prétendent qu'il s'agit d'un cadeau en contrepartie de son soutien à l'obtention de l'assentiment des Daoussahaks.

gouvernement malien représentant Ménaka, Bamako, 6 février 2017). Cela n'a fait que renforcer le ressentiment au sein de la CMA à l'égard des Daoussahak et des Chamanamas qui sont influencés par le Gatia, selon le témoignage des hauts dirigeants du MNLA, qui font fi des anciennes contributions effectuées par les anciens adhérents Daoussahaks et Chamanamas (voir Coulibaly 2016).

Tribalisation et violence intercommunautaire

Bien qu'on observe un changement d'alliances entre les communautés et les mouvements armés en raison des accords Gatia-MSA pour Gao et Ménaka, cela ne signifie pas pour autant que la violence a été éliminée dans ces régions. Les accords conclus entre les Imghads, les Chamanamas et les Daoussahaks, ou avec d'autres communautés du nord ne donnent pas nécessairement lieu à des alliances durables qui pourraient mettre un terme aux actions violentes dans ces régions frontalières. En fait, ces stratégies de cooptation sont étroitement liées aux actes de violence dans les conflits locaux, et deviennent par la suite enchâssées dans les clivages sociaux et politiques élargis qui se creusent entre les groupes communautaires. Par exemple, bien que l'on connaisse peu de détails sur le meurtre du commandant militaire du Gatia pour Ménaka, Alhamdi Ag Lengach en mars 2017, des sources bien renseignées affirment que le meurtre est attribuable aux actions du Gatia à l'appui des Imghads et des Daoussahak dans cette région, qui ont suscité la frustration d'autres communautés nomades, dont les arabes de Tïdarmène, qui soutiennent la CMA et qui se seraient fait voler des véhicules et d'autres biens par des combattants du Gatia (voir Ag Ismaïel 2017; communication personnelle avec un journaliste arabe du nord du Mali, 29 juin 2017). Les combattants du Gatia ont par la suite exécuté les trois Arabes soupçonnés du meurtre, ce qui a polarisé les tensions entre les communautés arabes et touarègues de Ménaka. Ces actes de violence et ces stratégies de cooptation montrent que les alliances sont intrinsèquement fluides, agissent dans leur propre intérêt et sont façonnées par les luttes de pouvoir à l'échelle locale/microéconomique, ce qui ne fait qu'accroître la fragmentation des communautés du nord et donner lieu à des actes de violence intercommunautaires additionnels (voir Bencherif et Campana 2017).

La fluidité de ces alliances est à l'origine d'un comportement que l'on observe de plus en plus, à savoir, que les communautés recherchent réparation pour les actes de violence qu'elles ont subis de la part des mouvements armés, qu'elles veulent leur propre groupe armé ou qu'elles ont des perceptions favorables à l'égard des groupes islamistes armés qui semblent être devenus de rares acteurs offrant un semblant d'ordre dans un contexte où l'insécurité est persistante. Au Mali, toute combinaison de ces trois réponses devient un scénario probable. En fait, les épisodes de violence vindicatifs entre les tribus Idnans et Imghads, où des individus Idnans proches du MNLA ont été exécutés sommairement par les combattants du Gatia à la mi-juin 2017, s'inscrivent dans cette logique de recours à la violence pour fomenter l'animosité intercommunautaire en espérant que de nouveaux mouvements armés communautaires soient créés. Les actions du Gatia peuvent être perçues comme des tentatives visant à affaiblir encore davantage les Ifoghas de Kidal en cherchant à fragmenter la CMA et à poursuivre la cooptation des Idnans dans une région où les Ifoghas n'offrent pas leur appui (entrevue téléphonique, journaliste touareg Gao, 15 juin 2017).

Enfin, nous observons des dynamiques interreliées de cooptation, d'instrumentalisation des affinités tribales et de violence intercommunautaire qui sont autant d'efforts déployés par les groupes armés pour contrer la menace terroriste perçue. Le général Gamou, Ag Acharatoumane, Ag Ilyene et le

contesté *Amenokal* de la confédération touarègue de Kel Ansar, Abdoul Magid Ag Mohamed Ahmed dit « Nasser », ont récemment participé à des réunions de haut niveau sur la sécurité avec les responsables militaires et du renseignement français, à Paris, à la mi-mai 2017. Bon nombre d'acteurs de Ménaka tiennent pour acquis que l'objectif de cette visite était de courtiser les responsables de l'opération Barkhane en vue de s'adjoindre une collaboration plus étroite avec leurs mouvements armés qui sont largement concentrés dans cette région frontalière stratégique (Crétois 2017). Après les menaces d'Abu-Walid al-Saharaoui visant à Ag Acharatoumane et Gamou, et l'attaque des locaux du MSA au début de juillet 2017, les combattants du Gatia et du MSA ont mené de nombreux raids visant des brigands et de possibles terroristes dans la région de Ménaka. Les attaques à proximité de Taglalt-Anderamboukane et d'Infoukaretane, où le MSA prétend avoir tué 30 hommes et récupéré des armes et des munitions, comptent parmi les attaques les plus récentes³⁹. Toutefois, l'association culturelle des Peuls, Kisal, a plus tard prétendu que les combattants mixtes Gatia-MSA avaient tué cinq *Peuls* à Infoukaretane, qui n'étaient pas nécessairement proches des groupes jhadistes. Il est important de signaler que même s'il est presque impossible de dépouiller tous les détails des événements violents comme celui-ci, les préoccupations comme l'insécurité généralisée ou la présence de groupes islamistes armés peuvent exercer une pression immense sur les dynamiques inter et intracommunautaires, ce qui fragmente les mouvements armés qui se recomposent selon des principes d'affinité tribale et se lient uniquement de façon temporaire au moyen d'arrangements ponctuels entre les acteurs, comme l'a démontré l'alliance Gatia-MSA. Cette fragmentation tribalisée augmente aussi les tensions entre les communautés qui sont perçues, par les acteurs armés concurrents, comme base de soutien de leurs rivaux. Ces dynamiques ne font que renforcer le contexte d'insécurité généralisée tributaire de l'effondrement de la confiance sociale entre les communautés. Les actions violentes qui ciblent les communautés rivales suscitent assurément le soutien aux groupes islamistes armés qui montrent une volonté de protéger contre des ennemis communs, et l'adhésion à ceux-ci, comme on peut l'observer à Ménaka où les Peuls cherchent les groupes djihadistes à l'extérieur de la zone de protection, ou donne libre cours à une colère pure et un désir de vengeance (entrevue téléphonique, agent de police touareg établi à Ménaka, 21 juillet 2017).

Conclusion

Le conflit au Mali ne peut être expliqué par un facteur unique, il doit être examiné de façon synthétique et dans toute sa complexité (voir Gnanguènon et Tisseron 2017). Le présent rapport s'est penché sur trois dynamiques interreliées qui se renforcent mutuellement : le développement d'une insécurité généralisée caractérisée par la concurrence entre divers acteurs pour la gouvernance de la violence dans le territoire au nord de Ségou; la reconstitution des groupes islamistes armés sur le territoire malien qui agissent comme parasouverains et courtiers en résolution de conflits, et qui commettent des actes de violence contre leurs opposants ou contre des civils qui n'appuient pas leur cause; et la tendance croissante de la tribalisation des mouvements armés au pays, entraînant des violences intracommunautaires et intercommunautaires. Ces facteurs qui se renforcent mutuellement résultent d'une grave érosion de la cohésion sociale et de la confiance dans les communautés maliennes, ce qui ne fait qu'exacerber chacune des dynamiques et accroître la probabilité que la violence armée se poursuive au Mali dans un avenir rapproché.

³⁹ Infoukaretane aurait été attaquée le 28 juin 2017, possiblement par des hommes d'al-Saharaoui.

Plusieurs facteurs inhérents à ce conflit sont encore mal compris. Compte tenu de l'importance des dynamiques politiques tribales entre les communautés du nord, dans quelle mesure la compétition pour obtenir un statut tribal est-elle liée à la formation d'alliances dans ce conflit?⁴⁰ À l'instar de la fluidité des alliances des mouvements armés dans ce conflit, la fluidité des combattants individuels dans leur choix d'affiliation, qui migrent entre les groupes (en particulier entre certains signataires de l'accord et des groupes islamistes armés connexes) est peut-être encore plus prévalente. De nombreuses organisations internationales interprètent cette migration comme une radicalisation violente. Il convient de tenir compte de cette hypothèse de radicalisation, car elle sous-entend qu'une personne migre de façon unidirectionnelle, de l'appui d'un acteur légitime à l'appui d'un acteur illégitime. Dans le cas du Mali, cette migration entre les groupes est beaucoup plus instable et alterne selon la situation. Les motifs à l'origine de cette fluidité exigent une attention accrue et des analyses additionnelles. Enfin, bon nombre d'observateurs prétendent que les signataires de l'Accord et les groupes islamistes armés forment un nexus drogue-terreur au Mali, lequel joue un rôle important dans la définition du conflit. Il est impératif d'avoir une compréhension plus nuancée des relations de pouvoir entre les individus et les groupes qui prennent part à des pratiques économiques illicites dans les zones frontalières du Mali, y compris les liens avec les économies licites et la compétition pour le pouvoir politique. Pour ce faire, il sera particulièrement pertinent d'examiner les activités des membres de la CMA et du Mouvement arabe de l'Azawad (MAA) de la Plateforme.

L'effritement de la cohésion sociale pose plusieurs difficultés politiques et analytiques additionnelles. Par exemple, si les communautés considèrent les groupes islamistes armés comme des fournisseurs de sécurité et des courtiers en résolution de conflits, c'est en partie parce qu'elles considèrent soit que l'État malien est illégitime, soit qu'elles ne sont pas dans une position sociale ou économique leur permettant de se passer des djihadistes. L'option de rechange est de confronter une cohorte de brigands et d'entrepreneurs violents. Comme il est démontré ci-dessus, si certains effectifs des Forces armées maliennes ont tendance à être partiaux dans les tensions interethniques, à commettre des actes de violence contre certains groupes à l'appui de fratries ethniques, au lieu d'agir en conformité avec les idéaux républicains, le fossé entre l'État central et les communautés ostracisées se creusera, comme la rébellion touarègue de 2012 et l'ensemble de ses itérations précédentes nous l'ont enseigné. En l'occurrence, il pourrait même ne pas s'agir d'un phénomène « du nord », étant donné qu'« on peut observer un écart entre les perspectives dominantes de la population générale... » [à Bamako et aux environs]... et les réalités quotidiennes des communautés minoritaires, rurales et autrement marginalisées » qui ont consolidé le soutien aux efforts de gouvernance des groupes islamistes armés (Sears 2013: 446). Comment l'État central malien peut-il accroître sa légitimité dans les régions au nord de la capitale compte tenu de sa réputation gravement ternie pour cause de corruption endémique, de clientélisme et de népotisme, de violation des droits de l'homme et à cause de la perception générale de son incurie? Sans stratégie pour renforcer leur légitimité, les institutions étatiques continueront de perdre l'appui de leur population au profit de groupes parasouverains (de différentes allégeances) qui voient le Sahel comme une espace de concurrence pour définir l'autorité politique.

L'adoption de politiques clientélistes, la stratégie choisie par l'administration de Keita, peut contribuer à réaliser des gains à court terme, par la division des opposants dans le Nord, mais cette stratégie ne renforce pas de sentiment de légitimité à l'égard de l'idée d'un Mali diversifié, mais uni et

⁴⁰ Un rapport subséquent examinera cette question par rapport au développement du CJA, considéré par de nombreux Touaregs de Tombouctou comme étant une question qui consiste plus à affirmer la dominance de la confédération de Kel Ansar qu'un appui à la cause malienne ou un retour à la paix dans le nord.

réconcilié, comme le stipule l'Accord. En tout état de cause, l'alliance Gatia-MSA, et la volonté avouée de régler les problèmes de sécurité, sont à l'origine d'une recrudescence de la violence contre les communautés peules et arabes de Ménaka, qui compromet cette hégémonie locale, et favorise incidemment une atomisation des peuples de la région. Au lieu de chercher à réaliser une vision à long terme en instillant chez les populations un sentiment d'appartenance à une communauté nationale, les politiques clientélistes de Bamako ne font qu'accentuer les divisions communautaires. La glissance des nombreuses identités et alliances fluides parties au conflit et le soutien de Bamako à certaines élites au détriment d'autres pourraient servir à unir des ennemis communs contre ses alliés. Les populations du Nord perçoivent de plus en plus le conflit comme le résultat d'animosités tribales dont les ficelles sont tirées par Bamako qui dirige les actions de groupes sélectionnés, peu importe la mesure dans laquelle ces allégations puissent être empiriquement vérifiables. Tant que cette tendance continuera de se consolider, le pays demeurera divisé, embourbé dans la violence et loin de l'objectif ultime d'établir la paix et de favoriser la réconciliation.

Bibliographie

- Ag Ahmedou, Mohamed. 2017. "Mali: Cinq morts dans une attaque près de Tombouctou." 8 April. Available at: <http://aa.com.tr/fr/afrique/mali-cinq-morts-dans-une-attaque-pr%C3%A8s-de-tombouctou/792304>
- Ag Ismaïel, Achérif. 2017. "Assassinat du chef local du Gambia à Ménaka, ce que l'on sait." *Journal du Mali*. 22 March. Available at: <http://www.journaldumali.com/2017/03/22/assassinat-chef-local-gambia-a-menaka-lon-sait/>
- Agmour, Aliou. 2017. "Affrontement sanguinaire entre peulhs et Bambara à Ké-Macina: Les complices du terroriste Amadou Koufa, chefs d'orchestre du drame!" 16 February. Available at: <http://malizine.com/2017/02/16/affrontement-sanguinaire-entre-peulhs-et-bambara-a-ke-macina-les-complices-du-terroriste-amadou-koufa-chefs-dorchestre-du-drame/>
- Ahmed, Baba. 2016. "Mali: Le Business du Cantonnement?" *Jeune Afrique*. 29 April. Available at: <http://www.jeuneafrique.com/321987/politique/mali-business-cantonnement/>
- Al-Akhbar. 2015. "Nord-Mali: Aqmi surgit en pleine réunion tribale et s'en prend à la France." 1 December. Available at: <http://fr.alakhbar.info/10721-0-Nord-Mali-Aqmi-surgit-en-pleine-reunion-tribale-et-sen-prend-a-la-France.html>
- Bagayoko, Niagalé, Boubacar Ba, Boukary Sangaré, and Kalilou Sidibé. 2017. "Masters of the Land." *The Broker*. June. Available at: <http://www.thebrokeronline.eu/Blogs/Sahel-Watch-a-living-analysis-of-the-conflict-in-Mali/Masters-of-the-land>
- Benchérif, Adib, and Aurélie Campana. 2017. "Alliances of Convenience: Assessing the Dynamics of the Malian Insurgency." *Mediterranean Politics* 22(1): 115-134.
- Bleck, Jaimie, Abdoulaye Dembele, and Sidiki Guindo. 2016. "Malian Crisis and the Lingering Problem of Good Governance." *Stability: International Journal of Security & Development* 5(1): 1-15.
- Boilley, Pierre. 1999. *Les Touaregs Kel Adagh: Dépendances et Révoltes: Du Soudan Français au Mali Contemporain*. Paris: Karthala.
- Boisvert, Marc-Andre. 2015. "Failing at Violence: The Longer-lasting Impact of Pro-government Militias in Northern Mali since 2012." *African Security* 8(4): 272-298.
- Carayol, Rémi. 2016a. "Mali: dans le Macina, un jihad sur fond de révolte sociale." *Jeune Afrique*. 20 June. Available at: <http://www.jeuneafrique.com/mag/332806/politique/reportage-mali-macina-tombait-aux-mains-jihadistes/>
- Carayol, Rémi. 2016b. "Mali – Moussa Ag Acharatoumane : 'Nous avons créé le MSA pour représenter tous les Azawadiens.'" *Jeune Afrique*. 9 September. Available at: <http://www.jeuneafrique.com/355863/politique/mali-moussa-ag-acharatoumane-avons-cree-msa-representer-azawadiens/>
- Charbonneau, Bruno. 2017. *Les défis de l'intervention internationale : un rapport préliminaire du projet Stabiliser le Mali*. Montréal: Centre FrancoPaix de la Chaire Raoul-Dandurand, Université du Québec à Montréal.
- Chebli, Denia. 2017. "L'Échec de l'Intervention Française au Mali." *Libération*. 27 June. Available at: http://www.liberation.fr/debats/2017/06/27/l-echec-de-l-intervention-francaise-au-mali_1579931
- Coulibaly, Amadou. 2016. "Interview exclusive de Inkinane, chef de l'unité antiterroriste du MNLA : 'Vous ne serez pas en paix avec Gamou!'" *Journal du Mali*. 22 September. Available at: <http://www.journaldumali.com/2016/09/22/interview-exclusive-de-inkinane-chef-de-lunite-antiterroriste-mnla/>

- Crétois, Jules. 2017. "Nord du Mali: Ag Gamou et Ag Acharatoumane en visite de travail à Paris." *Jeune Afrique*. 24 May. Available at: <http://www.jeuneafrique.com/441394/politique/nord-mali-ag-gamou-ag-acharatoumane-visite-de-travail-a-paris/>
- Dubois, Olivier and Boubacar Sangaré. 2017. "Au centre du Mali, c'est le Far west..." *Journal du Mali*. 5 January. Available at: <http://www.journaldumali.com/2017/01/05/centre-mali-cest-far-west/>
- Gnanguênon, Amandine, and Antonin Tisseron. 2017. "Going Beyond the Complexity of Mali's Conflict." *The Broker*. 12 April. Available at: <http://www.thebrokeronline.eu/Blogs/Sahel-Watch-a-living-analysis-of-the-conflict-in-Mali/Going-beyond-the-complexity-of-Mali-s-conflict>
- Guichaoua, Yvan. 2016. "Mali-Niger : une frontière entre conflits communautaires, rébellion et djihad." *Le Monde*. 20 June. Available at: http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/06/20/mali-niger-une-frontiere-entre-conflits-communautaires-rebellion-et-djihad_4954085_3212.html
- Human Rights Watch (HRW). 2017. "Mali: Spate of Killings by Armed Groups." 5 April. Available at: <https://www.hrw.org/news/2017/04/05/mali-spate-killings-armed-groups>
- Hüsken, Thomas, and Georg Klute. 2010. "Emerging Forms of Power in two African Borderlands: A Theoretical and Empirical Research Outline." *Journal of Borderland Studies* 25(2): 107-121.
- Institute for Security Studies (ISS). 2016. "Mali's young 'Jihadists': Fuelled by Faith or Circumstance?" Policy Brief 89, August. Available at: <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/policybrief89-eng-v3.pdf>
- International Crisis Group (ICG). 2015a. "Mali: La Paix à Marche Forcée?" *Rapport d'Afrique* No. 226. 22 May.
- International Crisis Group (ICG). 2015b. "Mali: la paix venue d'en bas?" *Crisis Group Briefing d'Afrique* No. 115. 14 December.
- International Crisis Group (ICG). 2016. *Central Mali: An Uprising in the Making?* Africa Report no. 238. July 6. Brussels.
- International Crisis Group (ICG). 2017. "Forced out of Towns in the Sahel, Africa's Jihadists Go Rural." 11 January. Available at: <https://www.crisisgroup.org/afrika/west-afrika/mali/forced-out-towns-sahel-africas-jihadists-go-rural>
- Jeune Afrique. 2016. "L'armée française aurait tué Mokhtar Belmokhtar lors d'un raid aérien en Libye." 28 November. Available at: <http://www.jeuneafrique.com/377899/politique/larmee-francaise-aurait-tue-mokhtar-belmokhtar-lors-dun-raid-aerien-libye/>
- Jeune Afrique with AFP. 2015. "Mali: Les groupes pro-Bamako refusent de se retirer de Ménaka." *Jeune Afrique*. 17 June. Available at: <http://www.jeuneafrique.com/237395/politique/mali-les-groupes-pro-bamako-refusent-de-se-retirer-de-menaka/>
- Journal du Mali. 2017. "Al-Sahraoui, auteur des menaces sur Gamou et Acharatoumane?" 28 June. Available at: <http://www.journaldumali.com/2017/06/28/al-saraoui-auteur-menaces-gamou-acharatoumane/>
- Lecocq, Baz. 2013. "Mali: This is only the Beginning." *Georgetown Journal of International Affairs*. Summer/Fall: 59-69. Available at: <http://journal.georgetown.edu/mali-this-is-only-the-beginning-by-baz-lecocq/>
- Kalyvas, Stathis N. 2003. "The Ontology of 'Political Violence': Action and Identity in Civil Wars." *Perspectives on Politics* 1(3): 475-494.
- Kibaru. 2016. "Démarrage des patrouilles mixtes : des mésententes profondes au sein de la CMA." 28 December. Available at: <https://kibaru.ml/fr/art/d%C3%A9marrage-des-patrouilles-mixtes-des-m%C3%A9sententes-profondes-au-sein-de-la-cma>

- Kibaru. 2017a. "Le nouveau groupe de Iyad menace d'attenter à la vie du Colonel Abass et ses hommes." 25 April. Available at: <https://kibaru.ml/fr/art/mmd8s>
- Kibaru. 2017b. "Nosrat al-Islam wal-Mouslimin exécute un civil et expose sa tête à la foire hebdomadaire de Zouera." 4 July. Available at: <https://kibaru.ml/fr/art/9kpn6>
- Klute, Georg. 2011. "From Friends to Enemies: Negotiating nationalism, tribal identities, and kinship in the fratricidal war of the Malian Tuareg." In *Le Sahara: Géographies imaginaires et cosmopolitisme, L'Année du Maghreb*. Edited by D. Casajus, 163-175. Aix-en-Provence: Editions IREMAM.
- Le Monde. 2017. "Trente Burkinabés tués dans des violences à la frontière avec le Mali." 19 June. Available at: http://www.lemonde.fr/afrique/article/2012/05/25/trente-burkinabes-tues-dans-des-violences-a-la-frontiere-avec-le-mali_1707782_3212.html
- Lebovich, Andrew. 2016. "The Hotel Attacks and Militant Realignment in the Sahara-Sahel Region." CTC Sentinel 9(1): 22-28. Available at: <https://ctc.usma.edu/posts/the-hotel-attacks-and-militant-realignment-in-the-sahara-sahel-region>
- Lyammouri, Rida. 2015. "AQIM Making noise again in Timbuktu region – Northern Mali." 3 December. Available at: <https://maghrebandsahel.wordpress.com/2015/12/03/aqim-making-noise-again-in-timbuktu-region-northern-mali/>
- Mendelsohn, Barak. 2015. *The Al Qaeda Franchise: The Expansion of Al-Qaeda and its Consequences*. Oxford: Oxford University Press.
- Middle East Eye. 2016. "EXCLUSIF: Belmokhtar, grièvement blessé mais toujours en vie." 13 December. Available at: <http://www.middleeasteye.net/fr/reportages/belmokhtar-grievement-bless-mais-toujours-en-vie-1484159733>
- Morgan, Andy. 2015. "Mali Peace Deal in Danger as Fierce Fighting Flares." *The Guardian*. 15 May. Available at: <https://www.theguardian.com/world/2015/may/15/mali-peace-deal-violence>
- Moutot, Michel. 2015. "Under siege: villagers in fear in Mali's bandit country." *Agence France Presse*, 9 June. Available at: <https://www.yahoo.com/news/under-siege-villagers-fear-malis-bandit-country-052428396.html>
- Offner, Fabien. 2016. "Au Mali, le trafic de drogue sera-t-il sauvé par la paix?" *Médiapart*. 14 February.
- Offner, Fabien. 2017. "Au Sahel, les principaux groupes djihadistes fusionnent et se renforcent." *Médiapart*. 10 March.
- Pellerin, Matthieu. 2017. "Les Trajectoires de Radicalisation Religieuse au Sahel." *Notes de l'Ifri*. February. IFRI: Paris.
- Perera, Suda. 2017. "Bermuda Triangulation: Embracing the Messiness of Researching in Armed Conflict." *Journal of Intervention and Statebuilding* 11(1): 42-57.
- Reuters. 2014. "Suspected al Qaeda-linked militants decapitate Tuareg man in Mali." 24 September. Available at: <http://www.reuters.com/article/us-mali-security-idUSKCN0HJ0QF20140924>
- RFI. 2016. "Mali: le bilan des tensions communautaires s'alourdit dans la région de Mopti." 4 May. Available at: <http://www.rfi.fr/afrique/20160504-mali-bilan-tensions-peul-bambara-region-mopti>
- Roger, Benjamin. 2017. "Mali: Ibrahim Boubacar Keïta sous le feu des critiques." *Jeune Afrique*. 30 June. Available at: <http://www.jeuneafrique.com/mag/451034/politique/mali-ibrahim-boubacar-keita-feu-critiques/>
- Sangaré, Boubacar. 2017. "Au Centre du Mali, les extrémistes décrètent l'école 'haram'." 7 June. Available at: <http://sahelien.com/blog/au-centre-du-mali-les-extremistes-decretent-lecole-haram-2/>

- Sangaré, Boubacar, and Aboubacar Dicko. 2017. "Mali: plus d'une dizaine de morts dans des affrontements communautaires dans le Centre." 19 June. Available at: <http://sahelien.com/blog/mali-plus-dune-dizaine-de-morts-dans-des-affrontements-communautaires-dans-le-centre/>
- Sears, Jonathan. 2013. "Seeking Sustainable Legitimacy: Existential Challenges for Mali." *International Journal: Canada's Journal of Global Policy Analysis* 68(3): 444-453.
- Sears, Jonathan. 2017. *Unmet Hopes to Govern Mali's Persistent Crisis: A Stabilizing Mali project preliminary report*. Montreal: Centre FrancoPaix de la Chaire Raoul-Dandurand, Université du Québec à Montréal.
- Seely, Jennifer C. 2001. "A Political Analysis of Decentralisation: Coopting the Tuareg Threat in Mali." *Journal of Modern African Studies* 39(3): 499-524.
- Thiénot, Dorothée. 2017. "Quatre ans après l'intervention française, la guerre au Mali se déplace." *Médiapart*. 16 January.
- Van de Walle, Nicholas. 2012. "Foreign Aid in Dangerous Places: The Donors and Mali's Democracy." *United Nations University Working Paper No. 2012/61*. Available at: <https://www.wider.unu.edu/sites/default/files/wp2012-061.pdf>
- Whitehouse, Bruce. 2017. "Political Participation and Mobilization after Mali's 2012 Coup." *African Studies Review* 60(1): 15-35.

À propos de l'auteur

Adam Sandor est chercheur postdoctoral au Centre FrancoPaix en Résolution des Conflits et Missions de Paix de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, à l'Université du Québec à Montréal. Il détient un doctorat en sciences politiques de l'Université d'Ottawa. Ses travaux portent sur la gouvernance des menaces transfrontalières dans l'ouest de l'Afrique et sur la sécurité internationale d'une façon plus générale. Il a mené des travaux approfondis sur le terrain au Sénégal, au Mali et au Niger. Les résultats de ceux-ci ont été publiés dans le Journal of Intervention and Statebuilding, African Studies Review et Security Dialogue.

À propos du Centre FrancoPaix

Suite au XVe Sommet de la Francophonie et à la Résolution sur les situations de crise, de sortie de crise et de consolidation de la paix dans l'espace francophone, la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques a mis sur pied le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix afin de participer aux efforts et aux objectifs stratégiques de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en matière de prévention et gestion des conflits.

Inauguré en janvier 2016 grâce à l'appui financier de l'OIF, le Centre FrancoPaix s'est donné pour mission de :

- Valoriser la recherche scientifique et la formation universitaire en français dans le domaine des études de paix et conflits, notamment sur les questions de résolution et gestion des conflits et des missions de paix;
- Valoriser la recherche scientifique et la formation universitaire en matière de résolution des conflits à propos des pays francophones, africains notamment;
- Contribuer à la recherche axée sur la résolution des conflits et les missions de paix et concourir à sa diffusion, notamment dans le cadre d'activités de coproduction du savoir avec les décideurs et praticiens du domaine;
- Faciliter les échanges intellectuels et la circulation des savoirs en favorisant la mobilité, l'innovation et les collaborations entre les institutions, les chercheurs universitaires et les étudiants du « Nord » et du « Sud ».

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie. Le CFP est financé en partie par l'Organisation internationale de la Francophonie.

Chaire Raoul-Dandurand | UQAM
C.P. 8888, Succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8
Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca
dandurand.uqam.ca

